



Linedata

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Siège social : Linedata Services - 27, rue d'Orléans – 92200 Neuilly-sur-Seine - France

Tél. +33 (0)1 73 43 70 10 - www.linedata.com

Société Anonyme au capital de 4 960 807 € - RCS Nanterre 414 945 089 - Siret 414 945 089 00103

APE 5829C - N° TVA CEE : FR 38 414 945 089

DECLARATION DES PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 16 septembre 2025

Anvaraly JIVA
Président Directeur Général



KPMG S.A.
2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex



FINEXSI AUDIT S.A.S.
29, rue du Pont
92200 Neuilly sur Seine

LINEDATA SERVICES

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2025

Période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025
LINEDATA SERVICES
27 rue d'Orléans, 92523 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration.
Siège social : Tour EQHO
2 avenue Gambetta CS 60055 92066
Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

FINEXSI AUDIT
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Société par actions simplifiée,
Siège social 29 rue du Pont à Neuilly sur Seine
Capital social : 57 803 €
immatriculée au RCS de Nanterre n° 412029357



KPMG S.A.
2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex



FINEXSI AUDIT S.A.S.
29, rue du Pont
92200 Neuilly sur Seine

LINEDATA SERVICES

27 rue d'Orléans, 92523 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2025

Période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Linedata Services, relatifs à la période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.



II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 10 septembre 2025
KPMG S.A.

Mathilde Fimayer
Associée

Neuilly sur Seine, le 10 septembre 2025
FINEXSI AUDIT S.A.S.

Solange Aïache
Associée



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES CONDENSES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2025

Siège social : Linedata Services - 27, rue d'Orléans – 92200 Neuilly-sur-Seine - France
Tél. +33 (0)1 73 43 70 10 - www.linedata.com
Société Anonyme au capital de 4 960 807 € - RCS Nanterre 414 945 089 - Siret 414 945 089 00103
APE 5829C - N° TVA CEE : FR 38 414 945 089

ETAT DU RESULTAT NET CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2024	30/06/2025
Chiffre d'affaires	4.1	89 688	86 574
Achats et charges externes	4.6	(18 803)	(19 320)
Impôts, taxes et assimilés		(1 505)	(1 594)
Charges de personnel	5.2	(46 927)	(46 732)
Perte de valeur sur créances clients et sur actifs de contrats	4.7	(248)	(192)
Autres produits opérationnels courants	4.8	414	543
Autres charges opérationnelles courantes	4.8	(447)	(476)
Dotations aux amortissements	4.9	(6 263)	(6 825)
Résultat opérationnel courant		15 909	11 978
en % du CA HT		17,7%	13,8%
Autres produits et charges opérationnels non courants	4.10	(461)	282
Résultat opérationnel		15 448	12 260
en % du CA HT		17,2%	14,2%
Coût de l'endettement financier net	8.2.1	(1 884)	(1 471)
Autres produits financiers	8.2.2	661	651
Autres charges financières	8.2.2	(169)	(688)
Impôts sur les résultats	9.1	(3 506)	(2 713)
Résultat net des activités poursuivies		10 550	8 039
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		10 550	8 039
en % du CA HT		11,8%	9,3%
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Part du Groupe		10 550	8 039
RESULTAT PAR ACTION (en euros)			
Résultat de base par action	10.2	2,13	1,66
Résultat dilué par action	10.2	2,13	1,66

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2024	30/06/2025
Résultat net de l'ensemble consolidé		10 550	8 039
Ecart de conversion		3 879	(13 686)
Variation des instruments financiers dérivés	8.3	82	(53)
<i>Dont effets d'impôt</i>		(29)	18
Éléments recyclables ultérieurement en résultat net		3 961	(13 739)
Réévaluation du passif (de l'actif) net des régimes à prestations définies	5.3.2	868	360
<i>Dont effets d'impôt</i>		(303)	(120)
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat net		868	360
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts		4 829	(13 379)
RESULTAT GLOBAL		15 379	(5 340)
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Part du Groupe		15 379	(5 340)

Les réserves de conversion comprennent les différences de conversion entre monnaies fonctionnelles des entités du Groupe et monnaie de présentation et les effets des couvertures des investissements nets dans des activités à l'étranger. Leurs variations sont reconnues dans les autres éléments du résultat global.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	30/06/2025
Goodwills	6.1	170 883	169 006
Immobilisations incorporelles	6.2	29 221	26 086
Droit d'utilisation	6.3	19 143	18 818
Immobilisations corporelles	6.4	8 076	7 489
Actifs financiers non courants	8.1.5	814	742
Autres actifs non courants	4.5	17	20
Impôts différés actifs	9.2	3 881	3 635
Actif non courant		232 035	225 796
Créances d'exploitation et autres débiteurs	4.3	45 967	47 891
Charges constatées d'avance		4 629	4 303
Créances d'impôts		3 001	4 048
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1.3	38 470	24 570
Actif courant		92 067	80 812
TOTAL DE L'ACTIF		324 103	306 609

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	30/06/2025
Capital social		4 961	4 961
Primes liées au capital		(34 438)	(34 438)
Réserves		139 758	137 773
Résultat de l'exercice		28 119	8 039
Capitaux propres - part du Groupe		138 400	116 335
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	10.1	138 400	116 335
Provisions pour retraites et engagements assimilés	5.3	7 755	7 230
Provisions non courantes	7.1	976	231
Emprunts et dettes financières non courants	8.1.2	65 582	54 830
Dettes de loyer non courantes	8.1.2	12 161	11 071
Impôts différés passifs	9.2	12 990	11 973
Autres dettes non courantes	4.5	2 790	8 795
Passif non courant		102 254	94 130
Provisions courantes	7.1	643	266
Emprunts et dettes financières courants	8.1.2	19 851	19 761
Dettes de loyer courantes	8.1.2	4 000	4 049
Dettes d'exploitation courantes et autres créditeurs	4.4	34 449	43 140
Produits constatés d'avance	4.2	19 358	25 842
Impôts exigibles passifs		5 148	3 086
Passif courant		83 449	96 144
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		324 103	306 609

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Notes	Nb d'actions du capital	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Actions propres	Autres éléments du résultat global	Réserves de conversion	Résultat de l'exercice	Total Capitaux propres Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des Capitaux Propres
Au 1er janvier 2025		4 960 807	4 961	(34 438)	144 613	(1 367)	(3 558)	67	28 119	138 400	-	138 400
Affectation résultat		-	-	-	28 119	-	-	-	(28 119)	-	-	-
Résultat global		-	-	-	-	-	307	(13 686)	8 039	(5 340)	-	(5 340)
Acquisitions d'actions propres	10.1.1	-	-	-	-	(8 628)	-	-	-	(8 628)	-	(8 628)
Paiements fondés sur des actions	5.5	-	-	-	583	-	-	-	-	583	-	583
Distribution de dividendes	10.1.2	-	-	-	(8 681)	-	-	-	-	(8 681)	-	(8 681)
Au 30 Juin 2025		4 960 807	4 961	(34 438)	164 634	(9 995)	(3 251)	(13 619)	8 039	116 335	-	116 335

(en milliers d'euros)	Notes	Nb d'actions du capital	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Actions propres	Autres éléments du résultat global	Réserves de conversion	Résultat de l'exercice	Total Capitaux propres Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des Capitaux Propres
Au 1er janvier 2024		4 960 807	4 961	(34 438)	127 808	(213)	(3 440)	(7 224)	25 498	112 954	-	112 954
Affectation résultat		-	-	-	25 498	-	-	-	(25 498)	-	-	-
Résultat global		-	-	-	-	-	950	3 879	10 550	15 379	-	15 739
Acquisitions d'actions propres		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	-	759	-	-	-	-	759	-	759
Distribution de dividendes		-	-	-	(8 680)	-	-	-	-	(8 680)	-	(8 680)
Au 30 Juin 2024		4 960 807	4 961	(34 438)	145 385	(213)	(2 490)	(3 345)	10 550	120 413	-	120 412

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2024 6 mois	30/06/2025 6 mois
Résultat net de l'ensemble consolidé		10 550	8 039
Dotations nettes aux amortissements et provisions	4.3, 4.7, 4.9, 5.3	7 289	5 698
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	8.3	(24)	(36)
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	5.5	759	583
Intérêts financiers sur contrats de location	8.2.1	209	178
Coût de l'endettement financier net hors contrats de location	8.2.1	1 674	1 293
Charge d'impôt différés	9.2	58	248
Variation nette du besoin en fonds de roulement - impôt sur les sociétés		(887)	(3 692)
Variation nette du besoin en fonds de roulement - hors impôt sur les sociétés	4.11	10 089	4 253
Flux net de trésorerie provenant des opérations d'exploitation		29 717	16 564
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.2 & 6.4	(2 980)	(3 971)
Acquisition d'actifs incorporels affectés en Goodwill	6.1	(295)	
Acquisitions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise	2.3	-	(2 783)
Variation des autres actifs financiers non courants		(33)	-
Variation des autres actifs financiers		-	12
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(3 308)	(6 742)
Acquisition d'actions propres	10.1.1	-	(8 628)
Remboursement des emprunts et autres passifs non courants	8.1.2	(7 419)	(10 636)
Remboursement de la dette de loyer contrats de location	8.1.2	(2 649)	(2 229)
Intérêts financiers versés	8.2.1	(1 721)	(1 557)
Intérêts financiers IFRS contrats de location	8.2.1	(209)	(178)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(11 998)	(23 228)
Effets de change		408	(494)
VARIATION DE TRESORERIE NETTE		14 819	(13 900)
Trésorerie nette d'ouverture		30 516	38 470
Trésorerie nette de clôture		45 335	24 570
<i>Dont :</i>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1.3	45 335	24 570

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

ETAT DU RESULTAT NET CONSOLIDE.....	2
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	3
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	4
ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	5
ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	6
NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	7
NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES	8
1.1. Référentiel appliqué	8
1.2. Bases de préparation – Estimations et jugements comptables.....	9
1.3. Principaux agrégats	9
NOTE 2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION	10
2.1. Méthodes de consolidation	10
2.2. Liste des sociétés consolidées	11
2.3. Incidence des variations de périmètre sur les flux de trésorerie	12
NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE	13
3.1 Informations par secteur d'activité	13
3.2 Réconciliation avec les données du Groupe.....	14
3.3 Informations par zone géographique	15
NOTE 4 ACTIVITE.....	16
4.1. Chiffre d'affaires.....	16
4.2. Créances clients, actifs et passifs des contrats	19
4.3. Créances d'exploitation et autres débiteurs	19
4.4. Dettes d'exploitation courantes et autres créditeurs	20
4.5. Autres actifs et dettes non courants.....	20
4.6. Achats et charges externes	20
4.7. Perte de valeur sur créances clients et sur actifs de contrats	21
4.8. Autres produits et charges opérationnels courants	21
4.9. Dotations aux amortissements.....	21
4.10. Autres produits et charges opérationnels non courants	21
4.11. Rapprochement de la variation nette de BFR avec l'Etat des flux de trésorerie consolidés	22
4.12. Transactions avec les parties liées	22
NOTE 5 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL	23
5.1. Effectifs	23
5.2. Frais de personnel	23
5.3. Provisions pour retraites et engagements assimilés	23
5.4. Rémunération des dirigeants (autres parties liées).....	25
5.5. Rémunération en actions	25
NOTE 6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	26
6.1. Goodwills	26
6.2. Immobilisations incorporelles.....	27
6.3. Contrats de location	28
6.4. Immobilisations corporelles.....	28
6.5. Tests de perte de valeur sur actifs immobilisés	29
NOTE 7 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS	30
7.1. Autres provisions	30
7.2. Passifs éventuels.....	30
NOTE 8 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS.....	31
8.1. Actifs et passifs financiers.....	31
8.2. Produits et charges financiers.....	33
8.3. Politique de gestion des risques financiers	34
8.4. Engagements hors bilan liés au financement du Groupe.....	35
NOTE 9 IMPOTS SUR LES RESULTATS.....	36
9.1. Impôts sur les résultats	36
9.2. Impôts différés	37
NOTE 10 CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION	38
10.1. Capitaux propres.....	38
10.2. Résultat par action	38
NOTE 11 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	39

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

Linedata Services est une société anonyme de droit français, soumise à la réglementation applicable aux sociétés commerciales. Elle est cotée sur Euronext Paris. Linedata Services et ses filiales en France et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») constituent un groupe acteur dans l'édition et la distribution de progiciels financiers, l'intégration de solutions et la réalisation de travaux de développement, de conseil et de formation pour ses progiciels. Ses domaines d'expertise sont l'Asset Management et les Crédits et Financements.

Identification de l'émetteur	
Raison sociale	Linedata Services
Pays du siège social	France
Forme juridique	Société Anonyme
Pays d'immatriculation	France
Adresse Siège	27, rue d'Orléans 92200 Neuilly-sur-Seine
Description de l'activité	Edition et distribution de progiciels financiers, intégration de solutions et réalisation de travaux de développement, de conseil et de formation pour ses progiciels

Les états financiers consolidés condensés au 30 Juin 2025 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration et arrêtés lors de sa séance du 3 septembre 2025.

1.1. Référentiel appliqué

Les comptes consolidés condensés semestriels du Groupe au 30 juin 2025 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes consolidés condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour des comptes annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Ces derniers sont présentés dans le document d'enregistrement universel n° D.25-0371 qui a été déposé auprès de l'AMF le 30 avril 2025.

1.1.1. Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025 sont :

- amendement à la norme IAS 21 relatif aux effets des variations des cours des monnaies étrangères

L'application de ces textes n'a pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

1.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables par anticipation

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations adoptés par l'Union Européenne qui sont d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2025 et potentiellement applicables au groupe sont :

- amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 relatif au règlement de passifs par le biais de systèmes de paiement électronique

1.1.3. Normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations non encore adoptés par l'Union Européenne qui sont d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2025 et potentiellement applicables au groupe sont :

- amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 relatif aux contrats d'électricité renouvelable
- IFRS 18 : présentation et informations à fournir dans les états financiers
- IFRS 19 : informations à fournir par les filiales sans obligation d'information publique
- amendement à la norme IFRS 1 : comptabilité de couverture par un nouvel adoptant
- amendements à la norme IFRS 7 : gain ou perte sur décomptabilisation et mise en œuvre de la norme IFRS 7
- amendement à la norme IFRS 9 : décomptabilisation des passifs locatifs, prix de transaction
- amendement à la norme IFRS 10 : détermination d'un « agent de fait »
- amendement à la norme IAS 7 : méthode du coût

1.2. Bases de préparation – Estimations et jugements comptables

La préparation des états financiers implique de procéder à des estimations et de retenir des hypothèses concernant l'évaluation de certains actifs et passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que certains éléments du compte de résultat. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe.

Ces estimations et jugements sont fondés d'une part sur les informations historiques et d'autre part sur l'anticipation d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Compte tenu de la part d'incertitude relative à la réalisation des hypothèses concernant le futur, les estimations comptables qui en découlent peuvent différer des résultats effectifs se révélant ultérieurement.

Les estimations, les jugements ainsi que les hypothèses présentant un caractère significatif qui ont été retenus par le Groupe pour l'établissement des états financiers condensés pour l'exercice clos au 30 Juin 2025 portent principalement sur :

- l'évaluation des goodwill (cf. Notes 2.1.3 et 6.1) ;
- les conditions de capitalisation des frais de développement (cf. Note 6.2) ;
- l'estimation des provisions pour retraites et engagements assimilés (cf. Note 5.3) ;
- la reconnaissance du chiffre d'affaires (cf. Note 4.1) ;
- l'évaluation des créances clients (cf. Note 4.2) ;
- les durées des contrats de location (cf. Note 6.3) ;
- l'évaluation des autres provisions (cf. Note 7.1).

1.3. Principaux agrégats

Définition des agrégats non normés utilisés dans le cadre de la mesure de la performance

Le chiffre d'affaires récurrent est composé de 3 catégories de revenus : ASP / Managed Services, Maintenance & support et Licences récurrentes.

EBITDA : La mesure de performance de chaque secteur d'activité, est fondée notamment sur l'EBITDA (Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization) déterminé en excluant du résultat opérationnel les principales lignes n'ayant pas de contrepartie en trésorerie « Dotations nettes aux amortissements », « Perte de valeur sur créances clients et sur actifs sur contrats » ainsi que les « Dotations nettes aux provisions sur engagement de retraite » incluses dans les charges de personnel. A partir du 1^{er} janvier 2024, les « Dotations nettes aux provisions pour risques et charges » sont reclassées dans les charges par nature, notamment les charges de personnel et les achats et charges externes.

Les reprises de provisions pour risques et charges relatives à des dotations qui n'avaient pas impactées initialement l'EBITDA sont maintenues au niveau du résultat opérationnel.

L'EBITDA correspond à un indicateur clé du Groupe, reflétant de façon simple le niveau de trésorerie potentiellement généré par les opérations courantes du Groupe. Il est ainsi communément utilisé pour le calcul des ratios financiers et ratios de valorisation de l'entreprise.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel, hors impact des autres produits et charges non courants.

Les autres produits et charges non courants sont des produits et charges non récurrents, ou qui résultent de décisions ou opérations ponctuelles d'un montant inhabituel. Ils sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat pour faciliter la lecture et la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Ils comprennent principalement les éléments suivants qui font l'objet, d'une description en note annexe :

- les charges liées à des dons significatifs ;
- les charges d'impairment.

La note 3.2 présente la réconciliation entre l'EBITDA et le résultat opérationnel.

NOTE 2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1. Méthodes de consolidation

2.1.1. Principes de consolidation

La société Linedata Services est l'entreprise consolidante.

Les comptes des entreprises contrôlées par Linedata Services sont consolidés. Le contrôle existe quand le Groupe est exposé ou a des droits sur les rendements variables de l'entité en raison de son implication dans ladite entité et a la capacité d'influer sur ces rendements en raison de son pouvoir sur l'entité.

Les transactions intragroupes, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés.

La date de clôture annuelle des sociétés consolidées est le 31 décembre à l'exception des 2 sociétés indiennes qui clôturent le 31 mars et dont les comptes sont retraités afin d'aligner les périodes retenues dans les comptes consolidés.

2.1.2. Méthodes de conversion

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« monnaie fonctionnelle »).

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et de présentation de la société mère Linedata Services.

Conversion des comptes des filiales étrangères

Les filiales ont pour monnaie fonctionnelle leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Les comptes de toutes les entités du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis en euros selon les modalités suivantes :

- ✓ les éléments d'actifs et de passifs sont convertis au taux de change de clôture,
- ✓ les produits, les charges et les flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de l'exercice (ce cours moyen est une valeur approchée du cours de change à la date de transaction en l'absence de fluctuations significatives),
- ✓ toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres sous la rubrique « *Réserves de conversion* ».

Les écarts de change découlant de la conversion d'investissements nets dans des activités à l'étranger sont enregistrés en « Autres éléments du résultat global » au niveau des capitaux propres sous la rubrique « *Réserves de conversion* », en application de la norme IAS 21. Les écarts de change relatifs aux prêts intragroupes ont été considérés comme faisant partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans les filiales étrangères concernées.

Le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et passifs de l'activité à l'étranger et convertis au cours de clôture.

Le Groupe ne consolide aucune entité exerçant ses activités dans une économie hyper inflationniste.

Conversion des transactions en devises

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au taux de change du jour de l'opération. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions et ceux découlant de la conversion au taux de change de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés en résultat.

Les réserves de conversion comprennent les différences de conversion entre monnaies fonctionnelles des entités du Groupe et monnaie de présentation et les effets des couvertures des investissements nets dans des activités à l'étranger. Leurs variations sont reconnues dans les autres éléments du résultat global.

2.1.3. Regroupement d'entreprises

Le Groupe applique la norme IFRS 3 révisée relative à l'achat d'actifs et la reprise de passifs constituant une entreprise. L'acquisition d'actifs ou de groupes d'actifs ne constituant pas une entreprise est comptabilisée selon les normes applicables à ces actifs (IAS 16, IAS 38 et IFRS 9).

Le Groupe comptabilise tout regroupement d'entreprise selon la méthode de l'acquisition qui consiste :

- ✓ à évaluer et à comptabiliser à la juste valeur à la date d'acquisition les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires). Le Groupe identifie et affecte ces éléments sur la base des dispositions contractuelles et des conditions économiques,
- ✓ à évaluer et à comptabiliser à la date d'acquisition la différence dénommée « goodwill » entre :
 - ✓ d'une part la contrepartie transférée de l'entreprise acquise auquel est ajouté le montant des intérêts minoritaires dans l'acquise
 - ✓ d'autre part, le solde net des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

La date de l'acquisition est la date à laquelle le Groupe obtient effectivement le contrôle de l'entreprise acquise.

La contrepartie transférée de l'entreprise acquise correspond à la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments de rémunération remis au vendeur en échange du contrôle de l'acquise, en excluant tout élément qui rémunère une transaction distincte de la prise de contrôle.

Dans le cas où la comptabilisation initiale ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, l'acquéreur comptabilise le regroupement en utilisant des valeurs provisoires. L'acquéreur doit ensuite comptabiliser les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale, dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

2.2. Liste des sociétés consolidées

Le Groupe a acquis début avril la société américaine Nroad inc, détenant la société indienne, Nroad India. Ces sociétés sont spécialistes reconnus aux Etats Unis de l'extraction et de la gestion des données non structurées basé à Boston et à Pune en Inde.

Raison sociale	Pays	% contrôle	Méthode de consolidation
Linedata Services SA	France	-	Société mère
Linedata Services Asset Management SAS	France	100%	Intégration globale
Linedata Services Leasing & Crédit SAS	France	100%	Intégration globale
Loansquare SAS	France	100%	Intégration globale
Linedata Services Luxembourg	Luxembourg	100%	Intégration globale
Linedata Services Lending & Leasing SL	Espagne	100%	Intégration globale
Linedata Services Tunisie	Tunisie	100%	Intégration globale
Linedata Technologies Tunisie	Tunisie	100%	Intégration globale
Linedata Maroc	Maroc	100%	Intégration globale
Linedata Ltd	Royaume-Uni	100%	Intégration globale
Derivation Software Limited	Royaume-Uni	100%	Intégration globale
Linedata Services (UK) Ltd	Royaume-Uni	100%	Intégration globale
Linedata Limited	Irlande	100%	Intégration globale
Linedata Services (Latvia) SIA	Lettonie	100%	Intégration globale
Linedata Services Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Linedata Asset Management Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Linedata L&C Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Gravitas Technology Services LLC	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Nraod inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
Linedata Services Lending & Leasing Corp	Canada	100%	Intégration globale
Linedata Services H.K. Limited	Hong Kong	100%	Intégration globale
QRMO	Hong Kong	100%	Intégration globale
Linedata Services India Private Limited	Inde	100%	Intégration globale
Gravitas Technology Private Limited	Inde	100%	Intégration globale
Nroad India Private Limited	Inde	100%	Intégration globale
Linedata Singapore Pte Ltd	Singapour	100%	Intégration globale
Linedata S.A. de C.V	Mexique	100%	Intégration globale
Linesoftdata	Portugal	100%	Intégration globale
Audaxys	Portugal	100%	Intégration globale

Derivation Software Corp société sans activité n'est pas consolidée.

2.3. Incidence des variations de périmètre sur les flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	31/12/2024	30/06/2025
Coût des acquisitions décaissé Titres Nroad		(2 150)
Coût des acquisitions non décaissé Titres Nroad		(474)
Complément de prix non décaissé Titres Nroad		(1 876)
Put sur minoritaire non décaissé Titres Nroad		(5 113)
Trésorerie de la société acquise Nroad inc et Nroad India		110
Ajustement de prix Audaxis		(743)
A payer Titres Nroad		7 463
ACQUISITIONS DE TITRES DE PARTICIPATION, NETTES DE LA TRESORERIE ACQUISE		(2 783)

Le Groupe a pris le contrôle de la société Nroad Inc en 2025 en acquérant 70% des titres composant le capital. Le Groupe et les vendeurs disposent d'une obligation ferme et réciproque d'acheter les 30 % restant des titres au 31 mars 2028. Un complément de prix sera payé début 2026 sur la base du portefeuille client à fin 2025.

La société Nroad Inc est intégré dans les comptes consolidés au 1^{er} janvier 2025.

L'acquisition de Nroad a été comptabilisée en conformité avec IAS 32 sans reconnaissance d'intérêts minoritaires. Les montants non décaissés sont indiqués dans le tableau ci-dessus en autres dettes non courantes.

(en milliers d'USD)	30/06/2025
Montant de l'acquisition	10 507
Total actifs et passifs identifiables	(119)
Goodwill résiduel affecté à l'UGT Asset Management	10 626
Goodwill résiduel affecté à l'UGT Asset Management (en milliers d'euros)	10 228

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Information par secteur d'activité

En application d'IFRS 8, l'information sectorielle est établie sur la base des données de gestion interne communiquées au Comité Exécutif, principal décideur opérationnel du Groupe.

Les secteurs opérationnels présentés correspondent aux segments d'activités suivants :

- ✓ Asset Management,
- ✓ Lending & Leasing.

Information par secteur géographique

Les activités du Groupe par origine des ventes sont ventilées en quatre zones géographiques :

- ✓ Europe du Sud (dont la France),
- ✓ Europe du Nord,
- ✓ Amérique du Nord,
- ✓ Asie.

3.1 Informations par secteur d'activité

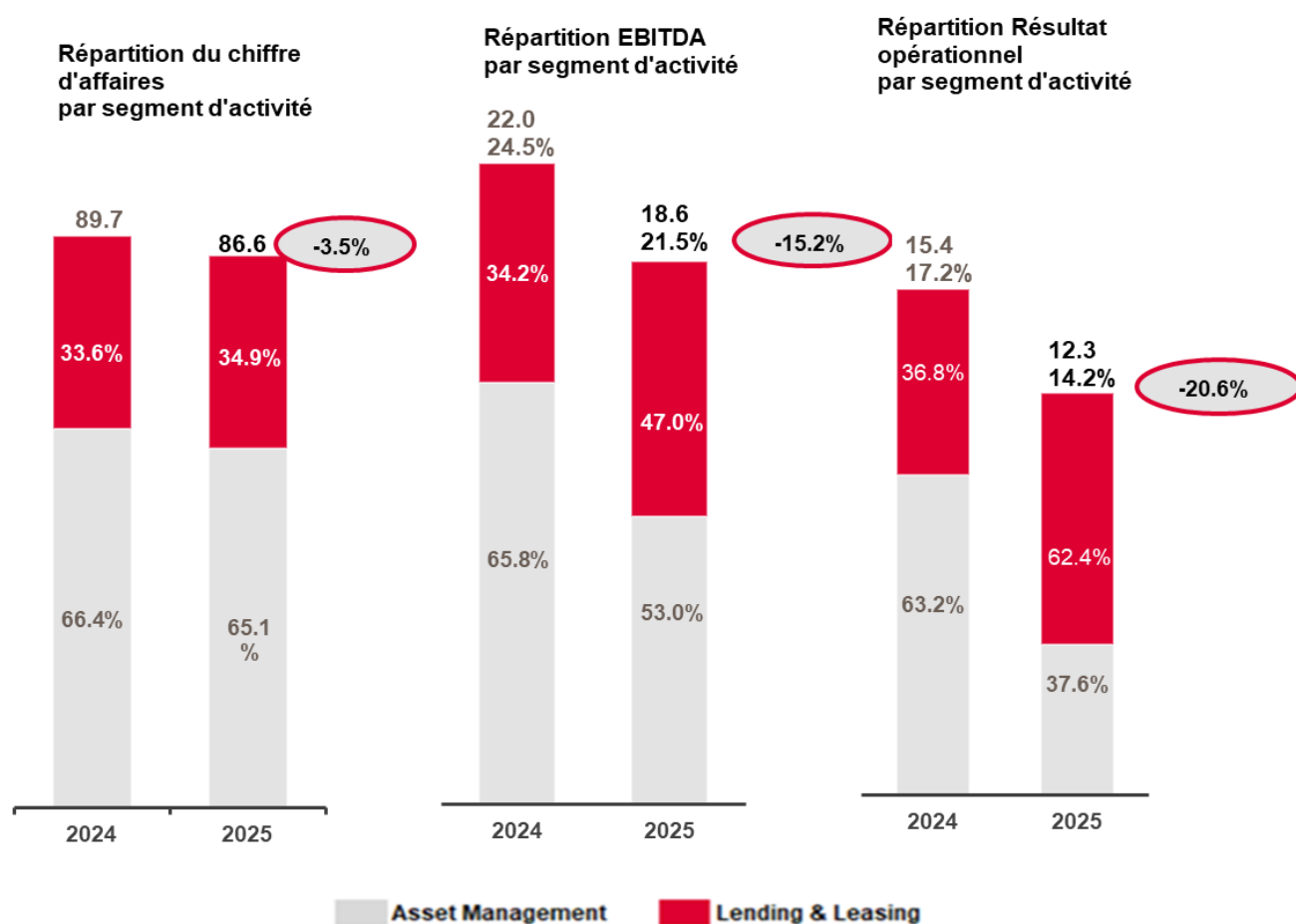
3.1.1 Au 30 juin 2024

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Total Groupe
Carnet de commandes	120 011	88 233	208 244
Chiffre d'affaires	59 521	30 167	89 688
EBITDA	14 478	7 516	21 995
% EBITDA	24,3%	24,9%	24,5%
Résultat opérationnel	9 761	5 687	15 448
% Résultat opérationnel	16,4%	18,9%	17,2%

3.1.2 Au 30 juin 2025

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Total Groupe
Carnet de commandes	138 756	70 797	209 553
Chiffre d'affaires	56 322	30 252	86 574
EBITDA	9 889	8 759	18 648
% EBITDA	17,6%	29,0%	21,5%
Résultat opérationnel	4 612	7 648	12 260
% Résultat opérationnel	8,2%	25,3%	14,2%

3.1.3 Données sectorielles



3.2 Réconciliation avec les données du Groupe

L'EBITDA se réconcilie avec le résultat opérationnel du Groupe de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2024	30/06/2025
EBITDA		21 994	18 648
Dotations nettes aux amortissements	4.9	(6 263)	(6 825)
Perte de valeur sur créances clients et sur actifs sur contrats	4.7	57	90
Dotations nettes aux provisions sur engagement de retraite	5.2	(654)	9
Dotations aux provisions pour risques	4.6	-	(15)
Reprises aux provisions pour risques	4.6	302	353
Reprises aux provisions pour risques sociaux	4.2	12	-
RESULTAT OPERATIONNEL		15 447	12 260

3.3 Informations par zone géographique

Le chiffre d'affaires externe par origine des ventes est le suivant :

(en milliers d'euros)	30/06/2024		30/06/2025	
France	25 757	28,7%	25 785	29,8%
Europe du Sud (hors France)	1 524	1,7%	1 485	1,7%
Europe du Nord	17 055	19,0%	15 022	17,4%
Amérique du Nord	40 741	45,4%	40 228	46,5%
Asie	4 611	5,1%	4 054	4,7%
CHIFFRE D'AFFAIRES	89 688	100,0%	86 574	100,0%

La part des US dans la région Amérique du Nord est de 93% comme pour le premier semestre 2024.

NOTE 4 ACTIVITE

4.1. Chiffre d'affaires

La norme applicable est IFRS 15 « *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* ».

Le chiffre d'affaires doit être reconnu de manière à traduire le transfert du contrôle des biens ou des services promis au client pour le montant de contrepartie auquel le Groupe s'attend à avoir droit en échange.

L'analyse menée par le Groupe a été conduite par référence aux différentes étapes de la norme à savoir :

✓ Etape 1 : Identification du contrat

Le Groupe signe de façon systématique un contrat avec ses clients quelles que soient les prestations vendues. Les critères évoqués par la norme sont couverts lors des revues juridiques et financières :

- ✓ le recouvrement du prix est probable,
- ✓ les droits aux biens et services et les conditions de règlement peuvent être identifiés,
- ✓ le contrat est approuvé et les parties sont engagées à respecter leurs obligations.

✓ Etape 2 : Identification des obligations de performance

Au regard de l'étape d'identification des obligations de prestation définie par la norme, il est identifié que le modèle économique du Groupe s'appuie sur la vente simultanée des éléments suivants :

1.a) la vente d'une licence perpétuelle ou à durée déterminée : cette licence fournit un droit d'utilisation à une solution logicielle étant entendu que toutes les évolutions seront vendues séparément. L'octroi de ce droit peut être perpétuel ou à durée limitée. Le fait générateur est la signature par le client d'un procès-verbal de réception du logiciel.

1.b) la vente de « packs utilisateurs » additionnels au contrat de licence : le Groupe peut vendre des licences supplémentaires sur la base d'un nombre d'utilisateurs supplémentaires demandé par le client. Il s'agit en général de « packs utilisateurs », optionnels pour le client, dont la quantité et le prix sont négociés dans le contrat initial. Dans le cas contraire, un avenant au contrat principal est négocié et signé avec le client. Il s'agira en l'occurrence d'une vente de licence séparée et optionnelle pour le client.

2.) la vente d'une prestation d'implémentation : cette prestation consiste à paramétrer le logiciel afin qu'il puisse s'adapter à l'organisation et à l'activité du client. Il s'agira de paramétrage du logiciel standard et non de développements additionnels.

3.) la vente de consulting : il s'agit d'assister le client dans la définition et la mise en œuvre de nouvelles fonctionnalités.

4.) la vente d'une prestation de maintenance et de support : dans la mesure où le Groupe n'intègre pas de « garantie légale de conformité » au sens de la DGCCRF, il est proposé aux clients de signer un contrat de maintenance additionnel qui se caractérise par de la maintenance dite « corrective » permettant de corriger les « bugs » éventuels. Concernant la maintenance « évolutive », les mises à jour importantes, celles nécessitant le passage à une version dite « majeure », sont refacturées aux clients. La maintenance est assurée systématiquement par Linedata dans la mesure où cette prestation nécessite une connaissance approfondie des logiciels. A ce jour, il n'existe pas de tiers assurant la maintenance à la place de Linedata.

5.) la vente de prestation ASP (SaaS) : la vente d'un service ASP intègre les prestations indissociables suivantes :

- ✓ l'accès à un logiciel Linedata,
- ✓ la maintenance et le support du logiciel concerné,
- ✓ la mise à disposition d'une infrastructure matérielle et logicielle pour les environnements de production et recette,
- ✓ la réalisation d'une prestation d'hébergement, d'exploitation et d'administration.

Linedata est propriétaire des matériels, logiciels et méthodes tandis que le client est propriétaire exclusif de ses données. En contrepartie de cette prestation, le client s'engage à verser une redevance annuelle englobant l'ensemble des services décrits ci-dessus.

En application des critères retenus de la norme, et compte tenu que :

- ✓ les clients ne peuvent pas faire appel à d'autres ressources facilement disponibles et sont obligés de faire appel à Linedata pour la réalisation de ladite prestation,
- ✓ certains contrats ne précisent pas la nature des différentes prestations alors que d'autres les détaillent,
- ✓ le Groupe a identifié que dans un contrat ASP, les biens et services forment un tout et sont totalement dépendants les uns des autres. Le client reçoit et consomme simultanément tous les avantages générés par la prestation au fur et à mesure de sa réalisation.

Dans certains cas, l'hébergement et la maintenance représentent chacune des obligations de performance séparables de la vente de licence, auquel cas il ne s'agit pas d'une vente de prestation ASP mais d'une vente de licence, de maintenance et d'un service annexe d'hébergement.

✓ Etape 3 : Détermination du prix de la transaction

Le prix de la transaction est le montant de la contrepartie que la société s'attend à recevoir en échange du transfert de biens ou services. Les prix sont intégrés aux contrats signés avec les clients.

IFRS 15 introduit les critères applicables suivants à considérer pour déterminer le prix de la transaction :

- ✓ Part de prix variable : le Groupe n'octroie pas de remises, rabais ou de réduction de prix aux clients. S'agissant des contrats de maintenance, ceux-ci comportent des clauses de pénalités en cas de non atteinte des critères de performance. Historiquement, le Groupe n'a pas eu de pénalité significative sur ces contrats. En outre, ces contrats ne présentent pas de perte à terminaison. Enfin, les contrats ne prévoient pas de bonus lié à la performance de la prestation.
- ✓ Composante financière : compte tenu de la durée des contrats (généralement de un à cinq ans), le Groupe ne comptabilise pas une composante financière distincte.

✓ Etape 4 : Allocation du prix de la transaction

Le Groupe alloue le prix de la transaction à chaque obligation de performance proportionnellement au prix de vente individuel. Cette allocation se fait à partir de l'historique des prix catalogue et en fonction des transactions similaires.

✓ Etape 5 : Comptabilisation du revenu lorsque chaque obligation de performance est satisfaite

Le groupe a établi que la reconnaissance du revenu en fonction des différentes obligations de performance est la suivante :

- ✓ Dans le cas où le client peut utiliser le logiciel standard avant le début de la phase d'implémentation : la vente de licence est reconnue « point in time », i.e. à la livraison, et la prestation d'implémentation est reconnue « overtime » i.e. à l'avancement.
- ✓ Dans le cas d'une installation complexe (les prestations de développement et /ou d'implémentation sont considérés comme déterminantes ou lorsque la transaction implique une modification significative du progiciel) : la vente de licence, la prestation d'intégration et la maintenance sont reconnues « overtime » puisque le client reçoit et consomme simultanément les avantages de chaque obligation de performance.
- ✓ La vente de consulting est reconnue « overtime », i.e. au temps passé,
- ✓ La vente d'utilisateurs additionnels est reconnue « point in time », i.e. à la livraison,
- ✓ La maintenance corrective et le support sont reconnus « overtime », i.e. montant fixe étalé sur la durée du contrat,
- ✓ L'ASP est reconnu « overtime », i.e. montant fixe étalé sur la durée du contrat.

4.1.1 Au 30 juin 2024

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Total Groupe
ASP / Managed Services	22 601	4 541	27 142
Maintenance & support	11 528	19 895	31 423
Licences récurrentes	12 029	179	12 208
Chiffre d'affaires récurrent	46 158	24 615	70 773
Implémentation, Consulting & Services	12 648	5 460	18 107
Licences perpétuelles	715	92	807
Chiffre d'affaires non récurrent	13 362	5 552	18 915
CHIFFRE D'AFFAIRES	59 521	30 167	89 688

4.1.2 Au 30 juin 2025

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Total Groupe
ASP / Managed Services	23 074	4 487	27 561
Maintenance & support	11 092	17 687	28 778
Licences récurrentes	11 307	327	11 634
Chiffre d'affaires récurrent	45 472	22 500	67 973
Implémentation, Consulting & Services	10 838	7 313	18 151
Licences perpétuelles	12	438	451
Chiffre d'affaires non récurrent	10 850	7 752	18 601
CHIFFRE D'AFFAIRES	56 322	30 252	86 574

En 2025, le Groupe réalise 78,5 % de son chiffre d'affaires sous forme de prestations récurrentes contre 74,9 % en 2024.

Le carnet de commandes est présenté ci-dessous au 30 juin 2025 :

(en milliers d'euros)	Asset Management	Lending & Leasing	Total Groupe
ASP / Managed Services	51 329	16 202	67 531
Maintenance & support	36 537	46 861	83 397
Licences récurrentes	37 968	1 397	39 365
Activité récurrente	125 833	64 460	190 293
Implémentation, Consulting & Services	12 922	6 337	19 260
Licences perpétuelles			-
Acticité non récurrente	12 922	6 337	19 260
CARNET DE COMMANDES	138 756	70 797	209 553

Au 30 juin 2025, le carnet de commandes s'établit à 209,6 M€ et correspond aux obligations de prestation que le Groupe s'attend à exécuter et à reconnaître en chiffre d'affaires sur les exercices à venir. Le carnet de commande est évalué selon les dispositions applicables au chiffre d'affaires, impliquant notamment le plafonnement des contreparties variables aux montants hautement probables et l'exclusion des tranches optionnelles des contrats.

Enfin, le Groupe a choisi de ne pas utiliser les deux mesures de simplification prévues dans la norme IFRS15 concernant les contrats ayant une durée à l'origine inférieure à 1 an et les « obligations de performance » qui sont reconnues selon la méthode des « droits à facturer » pour déterminer le niveau du carnet de commande présenté.

(en milliers d'euros)	TOTAL	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
ASP / Managed Services	67 531	26 467	29 370	6 715	3 833	864	251	30
Maintenance & support	83 397	26 539	32 823	13 198	6 659	3 808	370	
Licences récurrentes	39 365	15 302	11 868	6 542	4 132	1 341	176	4
Activité récurrente	190 293	68 308	74 060	26 455	14 625	6 013	797	34
Implémentation, Consulting & Services	19 260	12 549	5 629	896	128	57		
Licences perpétuelles								
Acticité non récurrente	19 260	12 549	5 629	896	128	57	-	-
CARNET DE COMMANDES	209 553	80 857	79 690	27 351	14 753	6 070	797	34

4.2. Créances clients, actifs et passifs des contrats

Pour un contrat donné, le chiffre d'affaires comptabilisé reflète le paiement attendu en contrepartie des obligations de prestations rendues. Le cas échéant, un actif sur contrat est constaté en contrepartie du chiffre d'affaires comptabilisé pour lequel un droit à paiement est encore conditionnel. Un passif sur contrat est comptabilisé si les paiements déjà reçus du client, ou les droits inconditionnels au paiement déjà acquis, excèdent le montant comptabilisé en chiffre d'affaires.

L'évolution des créances clients et des actifs (passifs) nets des contrats est présentée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Créances clients (valeur brute) et actifs de contrats	Passifs de contrats (Produits constatés d'avance)	Créances clients et actifs (passifs) nets de contrats
Solde au 31/12/2024	41 094	(19 358)	21 735
Augmentation	94 909	(27 851)	67 058
Diminution	(90 562)	20 351	(70 211)
Ecart de conversion	(2 085)	1 013	(1 072)
SOLDE AU 30/06/2025	43 357	(25 844)	17 511

Linedata enregistre les paiements des clients sur la base d'un plan d'apurement des créances conformément aux contrats. Les actifs de contrats sont liés aux obligations de performance réalisées sur l'exercice et non encore facturées à la date de clôture. Les passifs de contrats sont liés aux facturations effectuées en avance par rapport à la réalisation des obligations de performance. Les passifs de contrats sont enregistrés en revenu dès lors que les obligations de performance sont réalisées conformément aux contrats clients.

4.3. Créances d'exploitation et autres débiteurs

Les créances d'exploitation et autres débiteurs se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	30/06/2025
Créances clients - valeur brute	27 367	27 584
Créances clients Factures à établir	13 727	15 774
Dépréciation des créances clients	(2 136)	(2 018)
Créances clients et comptes rattachés - valeur nette	38 958	41 340
Personnel et organismes sociaux	1 238	805
Créances fiscales	5 075	4 925
Prêts, cautions et autres créances financières à moins d'un an	275	248
Autres créances et débiteurs divers	421	573
Autres créances d'exploitation et débiteurs - valeur nette	7 009	6 551
CREANCES D'EXPLOITATION ET AUTRES DEBITEURS	45 967	47 891

L'ensemble du poste clients fait l'objet d'un suivi régulier par le management. Le Groupe a procédé à la revue du portefeuille de ses créances échues et non réglées afin de constituer les dépréciations jugées nécessaires sur la base de la meilleure estimation des pertes attendues. Cette analyse a été réalisée en cohérence avec IFRS 9.

Le montant des créances brutes échues représente 54 % des créances soit 15 M€.

La hausse des créances fiscales concerne principalement des créances de TVA.

Les autres créances sont notamment constituées d'avoirs à recevoir des fournisseurs.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	30/06/2025
Dépréciations sur créances clients en début de période	1 301	2 136
Dotations	1 312	335
Reprises utilisées	(491)	(425)
Reclassement	3	(3)
Ecart de conversion	12	(25)
DEPRECIATIONS SUR CREANCES CLIENTS EN FIN DE PERIODE	2 136	2 018

4.4. Dettes d'exploitation courantes et autres créditeurs

(en milliers d'euros)	31/12/2024	30/06/2025
Dettes fournisseurs	10 641	12 708
Dettes sur immobilisations - part à moins d'un an	305	238
Dettes fiscales et sociales	20 988	18 746
Participation des salariés	964	532
Dividendes à payer	-	8 681
Autres dettes	1 551	2 234
DETTES D'EXPLOITATION COURANTES ET AUTRES CREDITEURS	34 449	43 139

Les autres dettes sont principalement composées d'avoirs à établir auprès des clients comme pour 2024.

4.5. Autres actifs et dettes non courants

(en milliers d'euros)	31/12/2024	30/06/2025
Valeur brute	17	20
Provision pour dépréciation	-	-
AUTRES ACTIFS NON COURANTS	17	20

(en milliers d'euros)	31/12/2024	30/06/2025
Dettes sur immobilisations - part à plus d'un an	1 926	8 142
Autres dettes non courantes	864	653
AUTRES DETTES NON COURANTES	2 790	8 795

Au 30 juin 2025, les autres dettes non courantes comprennent 0,5 M€ de produits d'avances relatifs aux crédits d'impôts recherche sur les projets capitalisés contre 0,7 M€ sur l'exercice précédent. La dette sur immobilisation correspond au solde à payer des titres de la société Audaxys et Nroad.

4.6. Achats et charges externes

(en milliers d'euros)	30/06/2024		30/06/2025	
Achat et Sous traitance IT	(6 009)	32,0%	(6 772)	35,1%
Autres Achats	(217)	1,2%	(369)	1,9%
Locations & charges locatives	(486)	2,6%	(728)	3,8%
Maintenance, entretien & réparation	(3 626)	19,3%	(3 062)	15,8%
Intérimaires, prestataires & sous traitance	(2 418)	12,9%	(1 715)	8,9%
Frais de développement portés à l'actif (Sous-traitance)	130	(0,7%)	339	(1,8%)
Honoraires et assurances	(3 055)	16,2%	(4 521)	23,4%
Voyages, déplacements, transport	(1 302)	6,9%	(1 435)	7,4%
Telecoms et Affranchissement	(227)	1,2%	(216)	1,1%
Services bancaires et assimilés	(146)	0,8%	(116)	0,6%
Marketing	(989)	5,3%	(875)	4,5%
Autres charges externes	(759)	4,0%	(188)	1,0%
Dotations pour provisions pour risques	-	-	(15)	0,1%
Reprise aux provisions pour risques	302	(1,6%)	353	(1,8%)
ACHATS ET CHARGES EXTERNES	(18 803)	100,0%	(19 320)	100,0%

Les charges de loyers sont relatives aux locations et charges locatives portant sur des contrats de courte durée ou sur des actifs de faibles valeurs.

4.7. Perte de valeur sur créances clients et sur actifs de contrats

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2024	30/06/2025
Dotations pour perte de valeur créances clients	4.3	(200)	(335)
Reprise pour perte de valeur créances clients	4.3	257	425
Pertes sur créances irrécouvrables		(305)	(282)
PERTE DE VALEUR SUR CREANCES CLIENTS ET SUR ACTIFS DE CONTRATS		(248)	(192)

4.8. Autres produits et charges opérationnels courants

(en milliers d'euros)	30/06/2024	30/06/2025
Résultat de change opérationnel	91	-
Autres produits opérationnels courants	323	543
AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS COURANTS	414	543

(en milliers d'euros)	30/06/2024	30/06/2025
Résultat de change opérationnel	-	(76)
Redevances	(345)	(356)
Jetons de présence	(47)	(44)
Autres charges opérationnelles courantes	(56)	(0)
AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES COURANTES	(448)	(476)

4.9. Dotations aux amortissements

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2024	30/06/2025
Dot./Amt. & dép. immo. incorporelles	6.2	(2 921)	(3 734)
Dot./Amt. & dép. immo. corporelles	6.4	(1 252)	(1 246)
Dot./Amt. & dép. Contrat de location	6.3	(2 090)	(1 846)
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		(6 263)	(6 825)

4.10. Autres produits et charges opérationnels non courants

(en milliers d'euros)	30/06/2024	30/06/2025
Résultat de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	(9)
Autres produits opérationnels non courants	5	760
Autres charges opérationnelles non courantes	(466)	(469)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS	(461)	282

Depuis 2019, Linedata déploie un projet d'entreprise à vocation caritative, « Linedata Charity ». C'est ainsi qu'elle a retenu trois domaines principaux d'intervention : l'Environnement, l'Education, et la Santé. S'agissant de l'Education plus particulièrement, Linedata participe à la construction d'une université médicale en Ouganda, avec le parrainage de AKU (Aga Khan University), à travers le financement de la résidence universitaire. Avec cette initiative, Linedata vise à faciliter l'accès au savoir des étudiants ougandais, qui en retour, participeront au développement de leur pays. Ce projet inclut la création d'un fonds interne de solidarité, alimenté chaque année à partir des résultats dégagés de l'activité opérationnelle de Linedata. La gouvernance de ce fonds est assurée par un comité interne, qui définit les grandes orientations, vote son budget et assure le suivi de l'utilisation des subsides.

Au 30 juin 2025 comme au 30 juin 2024, les autres charges opérationnelles non courantes sont principalement composées d'une charge de 0,5 M€ pour financer ce projet de Charity.

C'est un accord non engageant portant sur le versement annuel d'une somme de 1 MUSD par an jusqu'à l'année 2026 incluse (soit 8 ans) étant conditionné à une autorisation préalable du Conseil d'Administration de la Société. Le Conseil d'Administration a donné son autorisation en date du 13 décembre 2024.

Les autres produits opérationnels non courants comprennent 0,8 M€ de reprise sur l'earnout Audaxys.

4.11. Rapprochement de la variation nette de BFR avec l'Etat des flux de trésorerie consolidés

L'effet sur la génération de trésorerie de la variation des éléments du besoin en fonds de roulement (« BFR ») enregistrés au bilan, correspondant à une sortie de trésorerie (hors impôts sur les sociétés) de -4253 K€, s'explique de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	30/06/2025	Variation nette	Variation sans effet de trésorerie		Impact trésorerie
				Change	Autres	Eléments de BFR
Créances clients et comptes rattachés - valeur nette	38 958	41 340	2 382	(2 172)	(5)	4 559
Personnel et organismes sociaux	1 238	805	(433)	(62)	-	(371)
Créances fiscales	5 075	4 925	(150)	(133)	-	(17)
Autres créances et débiteurs divers	421	573	152	(28)	-	180
Charges constatées d'avance	4 629	4 303	(326)	(306)	-	(20)
Autres actifs non courants	17	20	3	(4)	-	7
Total actif	50 337	51 966	1 628	(2 705)	(5)	4 338
Dettes fournisseurs	10 641	12 614	1 973	(431)	(4)	2 408
Dettes fiscales et sociales	20 988	18 746	(2 242)	(804)	1	(1 439)
Participation des salariés	964	532	(432)	-	-	(432)
Autres dettes	1 551	2 234	683	245	-	438
Produits constatés d'avance	19 358	25 937	6 579	(1 020)	-	7 599
Autres dettes non courantes	864	653	(211)	(94)	(134)	17
Total passif	54 367	60 716	6 350	(2 104)	(137)	8 591
TOTAL BFR (hors impôts sur les sociétés)	(4 030)	(8 749)	(4 722)	(601)	132	(4 253)

4.12. Transactions avec les parties liées

Les parties liées du Groupe sont constituées des sociétés sur lesquelles le Groupe a une influence notable ou qui ne sont pas consolidées, des sociétés ayant un administrateur commun et/ou des dirigeants communs, des membres de la direction Générale, du Conseil d'Administration et du Comité de Direction.

Afin de déterminer les transactions effectuées avec les parties liées, une revue des contrats est réalisée pour ceux existants avec ces parties liées.

Linedata Services a signé fin décembre 2015 un contrat de prestations de services administratifs et financiers avec sa société mère, Amanaat.

La refacturation avec les parties liées est réalisée aux conditions de marché. Il n'y a aucune garantie reçue pour les créances avec les parties liées.

Les transactions avec les parties liées représentent des montants négligeables.

NOTE 5 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

5.1. Effectifs

5.1.1. Ventilation sectorielle des effectifs

Effectifs	A fin Juin 2024	A fin Juin 2025	Moyen 2024	Moyen Juin 2025
Asset Management	871	989	845	958
Lending & Leasing	290	286	297	288
Fonctions supports	146	155	145	153
TOTAL	1 307	1 430	1 287	1 398

5.1.2. Ventilation géographique des effectifs

Effectifs	A fin Juin 2024	A fin Juin 2025	Moyen 2024	Moyen Juin 2025
Europe du Sud	233	224	237	228
Afrique du Nord	238	260	235	259
Europe du Nord	118	98	122	101
Amérique du Nord	161	169	162	165
Asie	557	679	530	647
TOTAL	1 307	1 430	1 287	1 398

5.2. Frais de personnel

(en milliers d'euros)	30/06/2024	30/06/2025
Salaires et traitements	(37 659)	(39 788)
Charges sociales	(7 740)	(8 544)
Charge nette liée aux avantages postérieurs à l'emploi et assimilés	(1 528)	1 600
CHARGES DE PERSONNEL	(46 927)	(46 732)

Le Conseil d'Administration de la société Linedata Services a décidé le 8 avril 2022 de procéder à une attribution gratuite d'actions ordinaires Linedata Services en faveur de salariés pour 179 000 actions. La charge enregistrée en 2025 relatif aux plans d'attributions d'actions gratuites s'établit à 626 K€. Se référer à la note 6.5.

5.3. Provisions pour retraites et engagements assimilés

Conformément aux lois et pratiques de chaque pays, le Groupe offre certains avantages qui assurent aux salariés remplissant les conditions requises, le versement d'indemnités de départ en retraite ou de sommes forfaitaires acquises en fonction de leur ancienneté professionnelle (régime des médailles du travail). Ces régimes, dits à prestations définies, concernent essentiellement la France.

Les régimes à prestations définies sont directement supportés par le Groupe, qui provisionne le coût des prestations à servir selon les modalités énoncées ci-dessous.

Le Groupe utilise la méthode des unités de crédits projetés pour déterminer la valeur de son obligation au titre des prestations définies : cette méthode stipule que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune des unités pour obtenir l'obligation finale.

Ces calculs intègrent différentes hypothèses actuarielles telles que la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel (« turnover »).

L'engagement ainsi calculé fait l'objet d'une actualisation au taux d'intérêts d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

L'évolution de ces estimations et hypothèses est susceptible d'entraîner un changement significatif du montant de l'engagement.

Le montant de la provision constituée au regard des engagements de retraite et assimilés correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies. Les écarts actuariels résultant de la variation de valeur de l'obligation actualisée au titre des prestations définies incluent d'une part, les effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et le réalisé, et, d'autre part, les effets des changements d'hypothèses actuarielles.

En France et en Tunisie, le régime à prestations définies concerne le versement d'indemnités de départ en retraite. Gravitass Technology Private Limited dispose d'un régime de retraite conformément au « Payment of Gratuity Act » de l'Inde de 1972.

Les engagements sont évalués en tenant compte de la décision de l'IFRS IC sans incidence significative pour le Groupe.

5.3.1. Hypothèses actuarielles en France

Les engagements sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation correspondant au taux de rendement des obligations européennes privées de première catégorie (AA) et de même durée que celle des engagements. Le Groupe utilise les taux de l'indice iBoxx de « l'International Index Company » pour les « Corporate Bonds AA ».

Les taux retenus au 30 juin 2025 ont été revisités par rapport à la dernière clôture et sont de :

- ✓ 3,78 % par référence aux indices iBoxx € Corporates AA 10+ pour les indemnités de fin de carrière,
- ✓ 2,90% par référence aux indices iBoxx € Corporates AA 7-10 pour les médailles du travail.

Les taux de charges sociales retenus pour l'évaluation des engagements au titre des indemnités de départ en retraite et des médailles du travail en France sont compris entre 50,11% et 53.38% en fonction des taux constatés par chacune des sociétés.

5.3.2. Evolution des engagements

(en milliers d'euros)	Indemnités de fin de carrière France	Indemnités de fin de carrière Tunisie & Inde	Médailles du travail	31/12/2024	Indemnités de fin de carrière France	Indemnités de fin de carrière Tunisie & Inde	Médailles du travail	30/06/2025
Engagement à l'ouverture de l'exercice	6 649	557	272	7 478	6 796	687	272	7 755
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	16	-	16
Variation des écarts actuariels	(170)	-	-	(170)	(480)	-	-	(480)
Prestations servies aux salariés	(284)	-	(20)	(304)	(347)	-	-	(347)
Ecart de conversion	7	18	-	25	-	(53)	-	(53)
Charge de l'exercice	594	113	20	727	349	-	(11)	338
Coût des services rendus	363	113	20	496	224	-	(5)	219
Coût financier	231	-	-	231	125	-	(6)	119
ENGAGEMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	6 796	687	272	7 755	6 318	651	261	7 230

Les écarts actuariels reconnus incluent les écarts d'expérience, les effets des changements d'hypothèses actuarielles et les effets des différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qui s'est effectivement produit.

5.4. Rémunération des dirigeants (autres parties liées)

Les principaux dirigeants du groupe sont constitués du Président Directeur Général, des membres du Conseil d'Administration et des membres du Comité exécutif.

L'assemblée générale mixte du 27 avril 2017 a fixé à 200 K€ le montant maximum de rémunération à répartir entre les membres du Conseil d'Administration.

Les avantages postérieurs à l'emploi correspondraient aux indemnités conventionnelles de départ en retraite. Il n'existe aucun autre engagement pris en faveur des dirigeants en matière d'avantages postérieurs à l'emploi ou autres avantages à long terme.

Les montants présentés dans le tableau suivant correspondent aux montants bruts versés sur la période :

(en milliers d'euros)	30/06/2024	30/06/2025
Avantages à court terme	3 254	2 648
REMUNERATION DES DIRIGEANTS	3 254	2 648

5.5. Rémunération en actions

Le Conseil d'Administration de la société Linedata Services a décidé le 8 avril 2022 de procéder à une attribution d'actions gratuites ordinaires Linedata Services en faveur de 67 salariés pour un maximum de 179 000 actions.

L'acquisition définitive des 97 451 actions de performance a eu lieu le 30/04/2025.

La charge enregistrée sur 2025 relative aux plans d'options d'achats d'actions et d'attributions d'actions gratuites s'établit à 626 K€ hors charges sociales. Cette rémunération est comptabilisée comme une charge de personnel, par contrepartie des capitaux propres.

Référence de l'attribution	Plan 2022 (n°5)
Nature des actions	Actions Linedata Services
Date de l'Assemblée Générale	18/06/2021
Date du Conseil d'Administration ayant décidé de l'attribution gratuite d'actions	08/04/2022
Nombre total d'actions gratuites attribuées par décision du Conseil d'Administration	179 000
Nombre total d'actions gratuites pouvant être acquises, constaté à l'issue de la période de réalisation des conditions initiales dont :	179 000
- par des mandataires sociaux (fonction exercée lors de l'attribution)	-
- par les 10 premiers attributaires salariés (1)	64 000
Nombre total de bénéficiaires dont :	67
- nombre de mandataires sociaux	-
- nombre d'attributaires salariés du groupe	67
Date de fin de la période d'acquisition	30/04/2025
Date de fin de la période de conservation	30/04/2025
Date de fin de la période de conservation spécifique "Encadrement Supérieur"	30/04/2028
Nombre d'actions gratuites attribuées antérieurement et restantes au 1 ^{er} janvier 2025 (2)	133 311
Nombre d'actions gratuites attribuées et pouvant être acquises en 2025	
Nombre d'actions gratuites attribuées antérieurement et acquises en 2025	(97 451)
Nombre d'actions gratuites attribuées antérieurement et dont l'acquisition est devenue impossible en 2025 (3)	(35 860)
Nombre d'actions gratuites attribuées antérieurement et restantes au 30 juin 2025	-

(1) il est tenu compte des salariés de toutes les sociétés du Groupe, et non seulement de ceux de la société mère.

(2) ce nombre tient compte des départs de bénéficiaires et de l'application des critères de performance pour l'exercice 2022 et 2023, mais pas pour l'exercice 2024 ; ces derniers ont été constatés à l'issue de l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale mais avaient été anticipés dans les comptes consolidés conformément aux normes IFRS.

(3) ce nombre tient compte des départs de bénéficiaires en 2025 et de l'application des critères de performance pour l'exercice 2024.

NOTE 6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

6.1. Goodwills

Les goodwills sont initialement reconnus lors d'un regroupement d'entreprises tel que décrit en Note 2.1.3.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

Les variations des goodwills sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
Au 31 Décembre 2023	180 351	(16 399)	163 952
Acquisition	340		340
Autres mouvements	(1 425)	1 425	-
Ecart de conversion	6 840	(250)	6 591
Au 31 Décembre 2024	186 106	(15 223)	170 883
Acquisition	10 228		10 228
Ecart de conversion	(12 558)	453	(12 106)
Au 30 Juin 2025	183 776	(14 771)	169 005

L'acquisition en 2025 correspond à l'acquisition de Nroad inc. (voir note 2.3)

L'acquisition de 2024 correspond à l'acquisition du fonds de commerce Dreamquark comprenant la base client et la reprise du personnel, affectés en goodwill.

Les goodwills par UGT se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Acquisition	Ecart de conversion	30/06/2025
Asset Management	116 444	10 228	(9 607)	117 065
Lending & Leasing	54 438		(2 499)	51 939
GOODWILL - VALEUR NETTE	170 882	10 228	(12 106)	169 005

6.2. Immobilisations incorporelles

Immobilisations acquises séparément

Elles correspondent à des logiciels acquis enregistrés à leur coût d'acquisition. Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur trois à cinq ans suivant leur durée d'utilité estimée.

Immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Elles se composent de logiciels et de relations clients évalués à leur juste valeur dans le cadre d'une démarche d'affectation du prix d'acquisition d'entités faisant l'objet d'un regroupement d'entreprises. Les logiciels acquis font l'objet d'un amortissement linéaire sur cinq à huit ans suivant leur durée d'utilité estimée par rapport notamment à l'obsolescence technologique constatée sur des logiciels présentant les mêmes caractéristiques techniques et s'adressant aux mêmes types de marché et clientèle. Les relations clientèles font l'objet d'un amortissement linéaire sur huit ans, en fonction d'un taux estimé d'attrition des clients.

Immobilisations générées en interne

En application de la norme IAS 38 :

- ✓ les dépenses de recherche sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées,
- ✓ les dépenses de développement des logiciels sont immobilisées si les six conditions suivantes sont réunies :
 - ✓ la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du logiciel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
 - ✓ l'intention d'achever le logiciel et de l'utiliser ou de le vendre,
 - ✓ la capacité à utiliser ou vendre le logiciel,
 - ✓ la façon dont le logiciel générera des avantages économiques futurs probables,
 - ✓ la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre le logiciel,
 - ✓ la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables au logiciel au cours de son développement.

Le respect de ces critères est déterminé produit par produit. Les dépenses de développement des logiciels qui ne peuvent pas être capitalisées sont immédiatement comptabilisées en charges.

Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur trois à cinq ans suivant leur durée d'utilité estimée. La durée d'utilité est estimée en fonction des projections d'avantages économiques futurs attendus des développements réalisés.

L'évolution des immobilisations incorporelles est analysée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Logiciels acquis	Frais de développement	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
Valeurs brutes au 31/12/2024	59 655	84 161	22 185	10	166 011
Mouvements de périmètre	-	226	-	-	226
Augmentations	40	2 870	-	-	2 910
Ecart de conversion	(3 148)	(6 093)	(1 975)	-	(11 216)
VALEURS BRUTES AU 30/06/2025	56 547	81 164	20 210	10	157 931

Les acquisitions sont essentiellement liées aux frais de développement relatifs aux projets AMP (Asset Management Platform). Linedata AMP (Linedata Asset Management Platform) est une plateforme Cloud de gestion d'actifs inédite sur le marché qui offre aux gestionnaires d'actifs un accès instantané et en continu via le cloud aux solutions logicielles, data et services dont ils ont besoin pour accélérer la transformation de leur modèle opérationnel. La valeur nette comptable du projet AMP est de 17,7 M€ au 30 juin 2025.

Les frais de recherche et développement sont de 9,5 M€ avant constatation de la capitalisation (principalement constitués de charges de personnels R&D), représentant 11 % du chiffre d'affaires, en légère hausse par rapport au premier semestre 2024 où ils représentaient 8,5 % du chiffre d'affaires, soit 7,7 M€ (avant capitalisation). Les frais de recherche et développement capitalisés sur l'exercice s'élèvent à 2,9 M€ contre 2 M€ au 30 juin 2024.

(en milliers d'euros)	Logiciels acquis	Frais de développement	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
AMORTISSEMENTS AU 31/12/2024	(59 277)	(55 696)	(21 807)	(10)	(136 790)
Mouvements de périmètre	-	(35)	-	-	(35)
Dotations aux amortissements	(121)	(3 537)	(77)	-	(3 735)
Ecart de conversion	3 137	3 607	1 973	-	8 717
AMORTISSEMENTS AU 30/06/2025	(56 261)	(55 661)	(19 911)	(10)	(131 843)

(en milliers d'euros)	Logiciels acquis	Frais de développement	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
VALEURS NETTES AU 31/12/2024	378	28 465	378	-	29 221
VALEURS NETTES AU 30/06/2025	286	25 503	299	-	26 087

6.3 Contrats de location

Conformément à la norme IFRS 16, les contrats de location sont enregistrés en immobilisations corporelles au titre d'un droit d'utilisation de l'actif loué. Ces contrats sont comptabilisés au commencement du contrat pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location en contrepartie d'un passif, correspondant aux passifs de loyers dûs au bailleur.

Ces droits d'utilisation concernent des contrats de locations simples et de crédits-baux de bureaux et de véhicules.

Ces droits d'utilisation sont amortis de façon linéaire sur la durée du contrat de location qui correspond à la période non résiliable de chaque contrat sauf si le Groupe est raisonnablement certain d'exercer les options de renouvellement prévues contractuellement. Le groupe tient compte de la durée d'amortissement des agencements inamovibles pour la détermination de la durée exécutoire d'un contrat de location.

Le Groupe applique les mesures simplificatrices prévues par la norme concernant l'exclusion des contrats de moins d'un an et des contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les taux d'actualisation utilisés pour calculer les dettes de loyer initiales de chaque contrat de location correspondent aux taux marginaux d'endettement estimés par le management pour les biens loués. Ces taux sont différenciés (i) par pays et (ii) par durée de location résiduelle du contrat. (iii) Une différenciation par catégorie d'actifs est également effectuée.

Les taux d'actualisation sont compris entre 1% et 8% et tiennent compte de la maturité du contrat retraité et le risque pays pour chaque nouveau contrat.

La durée retenue dans la valorisation de ces engagements de loyers correspond à la période non résiliable complétée, le cas échéant, des périodes sujettes à des options de renouvellement, si et seulement si, l'exercice de ces options est « raisonnablement certain ».

L'évolution des droits d'utilisation est analysée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Bureaux	Flotte automobile	TOTAL
VALEURS BRUTES AU 31/12/2024	38 473	496	38 969
Nouveaux contrats de location	2 182	-	2 182
Fin de contrats de location	(4 237)	-	(4 237)
Ecart de conversion	(2 249)	-	(2 249)
VALEURS BRUTES AU 30/06/2025	34 169	496	34 665
AMORTISSEMENTS AU 31/12/2024	(19 640)	(186)	(19 826)
Dotations aux amortissements	(1 782)	(64)	(1 846)
Fin de contrats de location	4 425	-	4 425
Ecart de conversion	1 399	-	1 399
AMORTISSEMENTS AU 30/06/2025	(15 597)	(250)	(15 847)
VALEURS NETTES AU 30/06/2025	18 572	246	18 818

Les nouveaux contrats correspondent au nouveau contrat pour les locaux de New-York et Hong Kong pour une durée prenant fin en 2028, ainsi que celui de Latvia.

6.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors charges financières, diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. Elles n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en retenant les durées d'utilité attendues des différentes catégories d'immobilisations :

- ✓ Constructions 5 à 20 ans
- ✓ Agencements 5 à 20 ans
- ✓ Matériel et outillage 2 à 5 ans
- ✓ Mobilier, matériel de bureau 2 à 5 ans

L'évolution des immobilisations corporelles est analysée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Terrains, Constructions	Agencements, mobiliers et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES
VALEURS BRUTES AU 31/12/2024	4 035	13 714	42 363	60 112
Acquisitions	1	96	897	994
Mise au rebut	-	(2)	-	(2)
Autres mouvements	-	-	(249)	(249)
Ecart de conversion	(52)	(473)	(3 182)	(3 708)
VALEURS BRUTES AU 30/06/2025	3 983	13 335	39 852	57 170

(en milliers d'euros)	Terrains, Constructions	Agencements, mobiliers et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES
AMORTISSEMENTS AU 31/12/2024	(1 810)	(10 709)	(39 517)	(52 037)
Dotations aux amortissements	(105)	(388)	(753)	(1 246)
Autres mouvements	-	-	249	249
Ecart de conversion	47	362	2 964	3 372
AMORTISSEMENTS AU 30/06/2025	(1 868)	(10 736)	(37 077)	(49 682)

(en milliers d'euros)	Terrains, Constructions	Agencements, mobiliers et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES
VALEURS NETTES AU 31/12/2024	2 222	3 004	2 849	8 075
VALEURS NETTES AU 30/06/2025	2 112	2 599	2 778	7 489

Les investissements concernent du matériel informatique.

6.5. Tests de perte de valeur sur actifs immobilisés

Le Groupe a procédé à une revue de ses actifs non amortis significatifs et à durée de vie illimitée pour voir si apparaissaient des indices de pertes de valeur conduisant à mettre en œuvre des tests de dépréciation. Dans ce cadre, aucun impact majeur de nature à caractériser un indice de perte de valeur n'a été relevé au 30 juin 2025.

Par ailleurs, aucun indice de perte de valeur n'est apparu au cours du semestre sur les actifs immobilisés amortissables.

NOTE 7 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

7.1. Autres provisions

Une provision est constatée lorsque :

- ✓ le Groupe a une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un événement passé,
- ✓ il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- ✓ le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont évaluées en application de la norme IAS 37 en tenant compte des hypothèses les plus probables.

L'évolution des provisions est la suivante :

(en milliers d'euros)	Provisions pour litiges	Autres provisions	PROVISIONS
PROVISIONS AU 31/12/2024	1 619	-	1 619
Dotations	15	-	15
Reprises utilisées	(1 133)	-	(1 133)
Effet de la conversion et autres variations	(39)	-	(39)
PROVISIONS AU 30/06/2025	462	-	462
Dont provisions non courantes	196	-	196
Dont provisions courantes	266	-	266

Les provisions pour litiges couvrent essentiellement des litiges sociaux et commerciaux.

Les litiges en cours ont fait l'objet d'une analyse. Le cas échéant, ces litiges ont donné lieu à la constitution d'une provision estimée par la Direction du Groupe sur la base des faits et circonstances, conformément à la norme IAS 37. L'incertitude résiduelle inhérente à tout litige ne pourrait avoir une incidence significative sur le résultat.

7.2. Passifs éventuels

Par opposition à la définition ci-dessus d'une provision, un passif éventuel est :

- ✓ une obligation potentielle résultant d'un événement passé dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un événement incertain qui n'est pas sous le contrôle du Groupe, ou
- ✓ une obligation actuelle résultant d'un événement passé pour lequel soit le montant de l'obligation ne peut être estimé de manière fiable soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Le groupe n'a pas identifié de passifs éventuels significatifs.

NOTE 8 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

8.1. Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers se composent principalement des éléments suivants :

- ✓ les dettes financières à long terme, les dettes de loyers, les crédits et dettes financières à court terme et les découverts bancaires qui composent l'endettement financier brut (cf. Note 9.1.2)
- ✓ les prêts et autres actifs financiers à long terme et la trésorerie et équivalents de trésorerie qui s'ajoutent à l'endettement financier brut pour donner l'endettement financier net (cf. Note 9.1.3)
- ✓ les instruments dérivés (cf. Note 9.1.4)
- ✓ les autres actifs et passifs financiers courants et non courants (cf. Note 9.1.5)

8.1.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants de marché à la date d'évaluation, sur le marché. La juste valeur d'un passif reflète son risque de non-exécution.

Certaines méthodes comptables du Groupe de même que certaines informations à fournir impliquent d'évaluer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers.

Le Groupe évalue la juste valeur d'un instrument en fonction de son prix coté sur un marché actif, lorsque celui-ci est disponible. Un marché actif est défini comme un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisant pour fournir de façon continue une information sur le prix.

S'il ne dispose pas d'un prix coté sur un marché actif, le Groupe s'appuie sur des techniques d'évaluation maximisant l'utilisation des données d'entrée observables et en minimisant le recours à des données d'entrée non observables. La technique d'évaluation retenue intègre l'ensemble des facteurs dont les intervenants de marché tiendraient compte pour fixer le prix d'une transaction. La meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale est normalement le prix de la transaction, c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie versée ou reçue.

(en milliers d'euros)	30/06/2025		Ventilation par classes d'instruments financiers				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Actifs et passifs à la juste valeur par résultat	Actifs à la juste valeur par capitaux propres	Prêts, créances et autres dettes	Dettes financières au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers non courants	742	742	-	-	742	-	-
Créances clients	27 584	27 584	-	-	27 584	-	-
Créances clients Factures à établir	15 774	15 774	-	-	15 774	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24 570	24 570	24 570	-	-	-	-
ACTIFS FINANCIERS	68 670	68 670	24 570	-	44 100	-	-
Emprunts et dettes financières non courants	54 830	54 830	-	-	-	54 721	109
Dettes de loyer non courantes IFRS 16	11 071	11 071	-	-	-	11 071	-
Emprunts et dettes financières courants	19 761	19 761	-	-	-	19 761	-
Dettes de loyer courantes IFRS 16	4 049	4 049	-	-	-	4 049	-
Dettes fournisseurs	12 708	12 708	-	-	12 708	-	-
PASSIFS FINANCIERS	102 419	102 419	-	-	12 708	89 602	109

(en milliers d'euros)	31/12/2024		Ventilation par classes d'instruments financiers				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Actifs et passifs à la juste valeur par résultat	Actifs à la juste valeur par capitaux propres	Prêts, créances et autres dettes	Dettes financières au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers non courants	814	814	-	-	814	-	-
Créances clients	27 367	27 367	-	-	27 367	-	-
Créances clients Factures à établir	13 727	13 727	-	-	13 727	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 470	38 470	38 470	-	-	-	-
ACTIFS FINANCIERS	80 378	80 378	38 470	-	41 908	-	-
Emprunts et dettes financières non courants	65 582	65 582	-	-	-	65 507	75
Dettes de loyer non courantes IFRS 16	12 161	12 161	-	-	-	12 161	-
Emprunts et dettes financières courants	19 851	19 851	-	-	-	19 851	-
Dettes de loyer courantes IFRS 16	4 000	4 000	-	-	-	4 000	-
Dettes fournisseurs	10 641	10 641	-	-	10 641	-	-
PASSIFS FINANCIERS	112 235	112 235	-	-	10 641	101 519	75

8.1.2. Endettement financier brut

L'endettement financier brut comprend les emprunts bancaires ainsi que les autres emprunts, les crédits à court terme et les découverts bancaires.

Les emprunts sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement évalués au coût amorti. Le montant des intérêts comptabilisés en charges financières est déterminé par application du taux d'intérêt effectif de l'emprunt à sa valeur comptable. La différence entre la charge calculée à partir du taux d'intérêt effectif et le coupon impacte la valeur de la dette.

Les dettes financières couvertes par des swaps de taux d'intérêt font généralement l'objet d'une comptabilité de couverture.

Les dettes liées aux contrats de location sont comptabilisées au commencement de chaque contrat pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers futurs au titre de la location.

L'évolution de l'endettement financier brut du Groupe s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Var. Périmètre	Augmen- tation	Rembour- sement	Variation Juste valeur	Reclasse- ment	Autres variations non cash	Ecart de conversion	30/06/2025
Emprunt syndiqué	51 420	-	-	-	-	(8 992)	51	-	42 479
Autres emprunts bancaires	14 087	-	-	-	-	(1 805)	(51)	-	12 231
Dettes liées aux contrats de location-financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes financières sur acquisition de titres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dettes financières diverses	75	-	0	-	34	(0)	11	-	120
Emprunts et dettes financières non courants	65 582	-	0	-	34	(10 797)	11	-	54 830
Dettes de loyers	12 161	-	2 153	-	-	(2 480)	-	(763)	11 071
Endettement financier non courant	77 743	-	2 153	-	34	(13 277)	11	(763)	65 901
Emprunt syndiqué	11 475	-	-	(5 741)	-	8 992	-	-	14 726
Autres emprunts bancaires	7 691	-	-	(4 895)	-	1 805	-	-	4 601
Intérêts courus	664	-	-	-	-	-	(264)	3	403
Autres dettes financières diverses	(30)	22	9	(0)	-	0	30	-	31
Emprunts et dettes financières courants	19 800	22	9	(10 636)	-	10 797	(234)	3	19 761
Dettes de loyers	4 000	-	29	(2 229)	-	2 480	-	(231)	4 049
Endettement financier courant	23 800	22	38	(12 865)	-	13 277	(234)	(228)	23 810
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	101 543	22	2 191	(12 865)	34	-	(223)	(990)	89 712

Linedata Services a procédé aux remboursements suivants au cours de l'année :

- ✓ Au titre de l'emprunt syndiqué 2021 : 4,5 M€,
- ✓ Au titre de l'emprunt syndiqué 2022 : 1,3 M€,
- ✓ Au titre des emprunts BPI : 3,6 M€,
- ✓ Au titre de l'emprunt BNP : 1,2 M€,
- ✓ Au titre des dettes de loyer IFRS 16 : 2,2 M€ dont 0,5 M€ sur le crédit-bail immobilier.

L'augmentation des dettes de loyers correspondent à la prise de surface complémentaire des locaux d'Audaxys et aux nouveaux baux pour les locaux de New York, Hong Kong et Latvia.

A fin juin 2025, le Groupe dispose donc des lignes de crédit suivantes :

(en milliers d'euros)	Date de mise en place	Date d'échéance	Montant notionnel à l'origine	Capital restant dû au 30/06/2025
Crédit Syndiqué - BNP	Juin 2021	Juillet 2027	56 000	30 500
Crédit Syndiqué - BNP - Avenant n°1	Décembre 2022	Juillet 2029	33 000	26 750
Crédit bilatéral - BNP	Juillet 2022	Juillet 2029	15 000	10 625
Crédit bilatéral - BPI	Septembre 2020	Septembre 2025	15 000	942
Crédit bilatéral - BPI	Mars 2023	Mars 2029	5 000	4 167
Crédit bilatéral - Parvalorem	2014	Décembre 2031	3 413	1 146
			127 413	74 130

Les conditions bancaires applicables sont les suivantes :

- ✓ le taux d'intérêt est égal à l'Euribor (floor à zéro en cas d'Euribor négatif), pour les emprunts syndiqués libellés en euro, afférent à la période de tirage concernée, auquel s'ajoute une marge ajustée semestriellement en fonction du ratio de levier (dette nette consolidée sur EBITDA hors impact IFRS 16 à l'exception du retraitement du Crédit-bail).
- ✓ le taux d'intérêt est fixe pour les emprunts bilatéraux BPI contractés en septembre 2020 et mars 2023.
- ✓ le taux d'intérêt est égal à l'Euribor auquel s'ajoute une marge pour l'emprunt bilatéral BNP contracté en juillet 2022.

Les covenants relatifs aux dettes financières sont détaillés en Note 8.4.1.

8.1.3. Endettement financier net

L'endettement financier net comprend les emprunts bancaires, les autres emprunts, les crédits à court terme et découverts bancaires diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Le poste « *trésorerie et équivalents de trésorerie* » est constitué des disponibilités. L'ensemble des éléments inclus dans ce poste sont qualifiés d'équivalents de trésorerie car ils sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, tout en étant soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ces actifs financiers courants, comptabilisés à la juste valeur par le résultat, sont détenus dans l'optique de faire face aux besoins de trésorerie à court terme.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	30/06/2025
Emprunt syndiqué	62 946	57 157
Autres emprunts bancaires	21 778	16 931
Dettes de loyers IFRS 16	16 161	15 121
Intérêts courus	664	403
Autres dettes financières diverses	45	99
Endettement Financier Brut	101 594	89 711
Equivalents de trésorerie	2 672	167
Disponibilités	35 798	24 403
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 470	24 570
ENDETTEMENT FINANCIER NET	63 123	65 141

8.1.4. Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés à des fins de couverture pour se prémunir contre les fluctuations de taux d'intérêts, certains emprunts à moyen terme étant contractés à taux variable.

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe sont considérés en majorité comme des instruments de couverture de flux de trésorerie. Les variations de la juste valeur de ces instruments de couverture sont enregistrées en « *Autres éléments du résultat global* » en capitaux propres pour la partie efficace de la relation de couverture et au compte de résultat en « *Autres produits et charges financiers* » pour la partie inefficace ou lorsque le flux couvert apparaît lui-même en résultat.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est enregistré au compte de résultat en « *Autres produits et charges financiers* ».

Les instruments financiers dérivés sont inscrits en actifs ou passifs financiers en fonction de leur valeur de marché (cf. Note 8.3.1).

8.1.5. Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers non courants regroupent essentiellement les dépôts de garantie et les actifs disponibles à la vente. Les dépôts de garantie sont évalués au coût amorti. Les titres de participation non consolidés sont enregistrés initialement à la juste valeur.

Les autres actifs et passifs financiers courants comprennent les créances et les dettes commerciales. Les créances et les dettes commerciales sont initialement enregistrées au prix de transaction et ultérieurement au coût amorti diminué des pertes de valeur. La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à la valeur nominale compte tenu des échéances de paiement.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	30/06/2025
Dépôts et cautionnements	789	723
Autres actifs financiers non courants	25	19
Valeur brute	814	742
Provision pour dépréciation	-	-
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	814	742

8.2. Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers se composent d'une part des produits et charges d'intérêts liés au coût de l'endettement financier net et, d'autre part, des autres produits et charges financiers.

8.2.1. Coût de l'endettement financier net

Les charges d'intérêts correspondent au montant des intérêts comptabilisés au titre des dettes financières, et les produits d'intérêts au montant des intérêts reçus sur les placements de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2024	30/06/2025
Charges d'intérêts	(1 972)	(1 383)
Charges d'intérêts IFRS 16	(209)	(178)
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	(2 181)	(1 561)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	297	90
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(1 884)	(1 471)

Le coût de l'endettement financier net (incluant la charge d'intérêts IFRS 16) s'élève à 1,5 M€ contre 1,9 M€ en premier semestre 2024, cette diminution s'explique principalement par une diminution de l'encours.

L'encours moyen des emprunts ressort à 80,6 M€, contre 99,2 M€ sur le premier semestre 2024.

Le coût moyen des emprunts après prise en compte des couvertures est en baisse à un niveau de 3,4 % en 2025, contre 4,0 % en 2024.

Les charges d'intérêts IFRS 16 correspondent à l'effet de l'actualisation de la dette de loyer, en application de la norme.

8.2.2. Autres produits et charges financiers

(en milliers d'euros)	30/06/2024	30/06/2025
Gains de change	625	348
Variation de la valeur des instruments financiers dérivés	24	36
Autres produits	12	267
Autres produits financiers	661	651
Perte de change	(152)	(694)
Autres charges	(17)	6
Autres charges financières	(169)	(688)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	492	(37)

Les gains et pertes de change portent essentiellement sur les comptes courants libellés en devises étrangères, essentiellement en dollar US.

8.3. Politique de gestion des risques financiers

Risque de taux

Le risque de taux d'intérêt est géré par la direction financière du Groupe en liaison avec les principaux établissements bancaires partenaires.

Couverture des emprunts

Des contrats de couverture ont été mis en place afin de répondre aux obligations des crédits syndiqués contractés en juin 2021 et décembre 2022 ainsi qu'au contrat BNP contracté en juillet 2022.

Le taux d'intérêt applicable à ces emprunts est l'Euribor ; l'objectif est donc de se prémunir contre les risques de hausse de ce taux.

Au 30 juin 2025, les contrats de couvertures sont :

- un contrat de type d'achat de CAP à 1,9 % avec la BRED sur l'Euribor 3 mois avec une prime trimestrielle de 0,067 % avec une échéance au 31 janvier 2026,
- un contrat de type d'achat de CAP à 3,5% et vente de floor à 2 % avec la BRED sur l'Euribor 3 mois avec une prime trimestrielle de 0,245 % avec une échéance au 30 janvier 2026,
- un contrat de type d'achat de CAP à 3,5% et vente de floor à 2 % avec la BNP sur l'Euribor 3 mois avec une prime up front de 57 K€ avec une échéance au 31 juillet 2029,
- un contrat de type d'achat de CAP à 2,6% et vente de floor à 1,58 % avec la BNP sur l'Euribor 3 mois avec une prime à zéro pour la période du 31 janvier 2026 au 31 janvier 2028.

Le montant cumulé couvert est de 50,8 M€ au 30 juin 2025 sur un nominal de 69 M€ soit une couverture de 74 % des emprunts à taux variable.

Au 30 juin 2025, la valorisation de ces contrats de couverture est négative de 109 K€ versus un montant négatif 75°K€ au 31 décembre 2024. Ce contrat répond au critère d'efficacité au sens d'IFRS 9. La variation est constatée au résultat financier pour 36 K€ et en capitaux propres pour -70 K€ (-53 K€ net d'impôt différé).

8.4. Engagements hors bilan liés au financement du Groupe

8.4.1. Covenants

Dans le cadre du contrat de crédit syndiqué signé en juin 2021, Linedata Services s'engage au titre des covenants au 30 juin 2025 à ce que le ratio de levier, soit le montant de la dette nette divisé par l'EBITDA consolidé (hors crédit-bail inclus dans IFRS 16), soit inférieur à 2,25.

Compte tenu des impacts de l'application d'IFRS 16 sur le ratio de levier, Linedata a négocié des avenants aux contrats d'emprunts auprès du pool bancaire afin que le ratio de levier soit établi sur la base des comptes consolidés, à l'exclusion de l'application de cette norme (hors crédit-bail).

Au 30 juin 2025, le ratio de levier (hors impact IFRS 16 mais incluant le Crédit-bail) s'élève à 1,101. Ce ratio est respecté.

8.4.2. Nantissements

Linedata Services ne consent aucun nantissement au 30 juin 2025.

8.4.3. Autres engagements

Dans le cadre du crédit syndiqué, Linedata Services a souscrit un certain nombre d'engagements complémentaires avec les banques, tels que la non-souscription de dettes financières supplémentaires cumulées de plus de 60 M€ par rapport à celles existantes lors de la signature des emprunts, pendant toute la durée des contrats, ou la limitation du montant des investissements annuels du Groupe.

NOTE 9 IMPOTS SUR LES RESULTATS

9.1. Impôts sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats comprend l'impôt exigible et les impôts différés des sociétés consolidées. Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en autres éléments du résultat global sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et non dans le compte de résultat. Un groupe fiscal a été constitué en France et aux US.

9.1.1. Détail des impôts sur les résultats

(en milliers d'euros)	30/06/2024	30/06/2025
Impôts courants	(3 448)	(2 465)
Impôts différés	(58)	(248)
IMPOTS SUR LES RESULTATS	(3 506)	(2 713)

Le montant des déficits non activés au 30 juin 2025 est de 2,5 M€, soit 0,5 M€ d'impôts différés actifs non reconnus (sur base d'un taux de 19% au Royaume-Uni, de 17 % sur Hong Kong et Singapour, 30 % sur le Mexique et 21% sur le Portugal).

9.1.2. Analyse de la charge d'impôts

(en milliers d'euros)	30/06/2024		30/06/2025	
Résultat avant impôt	14 055		10 752	
Imposition théorique	(3 514)	25,00%	(2 687)	25,00%
Incidence des :	-	-		
Autres différences permanentes	(61)	0,4%	(450)	4,2%
Effet des déficits reportables	(74)	0,5%	(536)	5,0%
Effet des crédits d'impôts	117	(0,8%)	50	(0,5%)
Régularisations sur exercices antérieurs	101	(0,7%)	(12)	0,1%
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	(47)	0,3%	(38)	0,3%
Différentiel de taux - France / Etranger	48	(0,3%)	81	(0,8%)
Retenue à la source sur prestations à l'Etranger	(128)	0,9%	(292)	2,7%
Quote-part de frais et charges sur dividendes	(53)	0,4%	11	(0,1%)
Opérations taxées à des taux différents - "IP Box"	163	(1,2%)	515	(4,8%)
Contributions additionnelles	(50)	0,4%	(24)	0,2%
Autres	(9)	0,1%	668	(6,2%)
CHARGE REELLE D'IMPOT / TAUX EFFECTIF D'IMPOT	(3 506)	24,94%	(2 713)	25,23%

Le taux d'impôt théorique de 25 % ne comprend pas la contribution additionnelle de 3 %. Le groupe constate une hausse du taux effectif d'impôt qui s'établit à 25,23 % contre 24,94 % au premier semestre 2024. Pour rappel, le Groupe a mis en place en 2020 le dispositif de l'« IP Box » sur les revenus nets de licences d'actifs incorporels en France, qui bénéficient d'un taux d'impôt sur les sociétés réduit à 10%.

La charge d'impôts est décomposée par principale zone géographique dans le tableau suivant :

(en milliers d'euros)	30/06/2024		30/06/2025	
Europe du Sud	(681)	24,8%	(491)	11,5%
Europe du Nord	(1 107)	26,2%	(604)	22,0%
Amérique du Nord	(1 708)	23,5%	(1 627)	40,5%
Asie	(10)	(5,1%)	8	3,1%
CHARGE REELLE D'IMPOT / TAUX EFFECTIF D'IMPOT	(3 506)	24,94%	(2 713)	25,23%

9.2. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés.

Les impôts différés sont évalués par entité ou groupe fiscal en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt concerné sera réalisé ou le passif d'impôt réglé.

Les actifs d'impôts différés correspondant aux différences temporelles et aux pertes fiscales reportables ne sont reconnus que dans la mesure où il est probable que ces économies d'impôts futurs se réaliseront.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont enregistrés en capitaux propres et non en compte de résultat.

Les impôts différés par catégorie de différences temporelles se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	30/06/2025
Engagements de retraite	1 755	1 631
Déficits fiscaux activés	895	818
Goodwills et Actifs incorporels	(18 028)	(16 541)
Autres différences temporelles	6 269	5 754
IMPOTS DIFFERES NETS	(9 109)	(8 338)
Dont :		
<i>Impôts différés actifs à moins d'un an</i>	2 396	2 321
<i>Impôts différés actifs à plus d'un an</i>	1 485	1 314
<i>Impôts différés passifs à moins d'un an</i>	(942)	(917)
<i>Impôts différés passifs à plus d'un an</i>	(12 048)	(11 056)

L'évolution des impôts différés nets sur l'exercice est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	30/06/2025
En début de période	(10 255)	(9 109)
Mouvements de périmètre	-	8
Impôts imputés au compte de résultat	1 668	(248)
Impôts imputés les autres éléments du résultat global	117	(105)
Ecart de conversion	(639)	1 115
EN FIN DE PERIODE	(9 109)	(8 338)

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

10.1. Capitaux propres

Le capital social de Linedata Services s'élève au 30 juin 2025 à 4 960 807 €, composé de 4 960 807 actions, d'une valeur nominale de 1 €.

10.1.1. Actions propres

Toutes les actions Linedata Services détenues par la société mère sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Les gains ou pertes résultant de la cession d'actions propres sont ajoutés ou déduits nets d'impôts des réserves consolidées.

Au 30 juin 2025, Linedata Services détenait 33 038 actions propres, acquises dans le cadre des programmes de rachat autorisés par l'Assemblée Générale, pour un montant total de 2 350 K€, soit un prix moyen d'achat de 71,13 €. La valorisation des titres auto-détenus au cours de clôture semestrielle de janvier 2025 (77 €) s'élève à 2 544 K€.

Toutes les opérations concernant les actions auto-détenues sont imputées directement en capitaux propres. L'impact du semestre est de (8 628) K€.

Linedata Services détenait également au 30 juin 2025, 2 066 actions acquises dans le cadre du contrat assurant la liquidité de son action avec un prestataire de service d'investissement.

10.1.2. Dividendes

L'Assemblée Générale de Linedata Services réunie le 11 juin 2025 a décidé de distribuer un dividende ordinaire dont le montant s'élève à 8 681 K€ au titre de l'exercice 2024, soit 1,75 € par action. Ce dividende, hors détentions d'actions propres, a été mis en paiement le 10 juillet 2025, pour le montant de 2 747 K€. Le dividende théorique au titre de l'exercice précédent s'élevait à 8 681 K€, soit 1,75 € par action.

10.2. Résultat par action

Les résultats par action présentés avec le compte de résultat sont calculés à partir du résultat net – part du Groupe suivant les modalités décrites ci-dessous :

- ✓ le résultat de base par action est déterminé à partir du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, calculé en fonction de la date d'émission ou de rachat des actions, diminué des actions propres.
- ✓ le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de l'effet dilutif des plans d'options de souscription d'actions ouverts à la clôture de l'exercice, diminué des actions propres. Ne sont prises en compte dans le calcul du résultat dilué par action que les actions ordinaires potentielles dilutives, à l'exclusion de celles qui ont un effet relatif. Sont considérées comme relatives les actions ordinaires potentielles résultant d'options de souscription d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action.

	30/06/2024	30/06/2025
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	10 550	8 039
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	4 959 746	4 845 041
RESULTAT DE BASE PAR ACTION (en euros)	2,13	1,66

	30/06/2024	30/06/2025
Résultat net - part du Groupe (en milliers d'euros)	10 550	8 039
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	4 959 746	4 845 041
Nombre moyen pondéré de titres retenus au titre des éléments dilutifs	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions pour le calcul du résultat net dilué par action	4 959 746	4 845 041
RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros)	2,13	1,66

NOTE 11 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le groupe a été victime d'une cyberattaque, survenue le 11 août 2025.

L'enquête approfondie en cours, menée avec le soutien d'une société spécialisée en cybersécurité, et ayant pour objet de déterminer la nature et l'étendue exacte de l'incident, a révélé un cryptage malveillant de données hébergées sur un domaine de la business line Asset Management. Les autres domaines d'hébergement et autres business lines ne sont pas concernés.

Linedata a immédiatement mis en place des mesures pour contenir la menace, protéger les données et informer ses clients. La société travaille activement à la restauration complète de ses systèmes et est pleinement mobilisée pour que les opérations puissent reprendre normalement dans les délais nécessaires à une restauration sécurisée.

Le groupe n'est pour l'instant pas en capacité de pouvoir évaluer de façon fiable l'impact financier de cette attaque.

Le groupe a également porté plainte auprès des autorités judiciaires compétentes.



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE DU GROUPE AU 30 JUIN 2025

LINEDATA SERVICES

Société Anonyme au Capital de 4.960.807 euros
Siège Social : 27, rue d'Orléans - 92200 Neuilly-sur-Seine
414 945 089 RCS NANTERRE
La "Société"



RAPPORT SEMESTRIEL DU GROUPE AU 30 JUIN 2025

Le Groupe Linedata Services a réalisé au 1^{er} semestre 2025 un chiffre d'affaires de 86,6 M€ en retrait de 3,5% par rapport à la même période de l'exercice précédent. A périmètre et taux de change constants, la baisse s'établit à -3,7%.

La part récurrente du chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2025 représente 79% du total, stable par rapport à la même période de 2024 pour un montant de 68,0 M€ en valeur absolue, soit une diminution de 2,8 M€.

La prise de commandes s'établit à 23,3 M€, soit un repli de 24,9%, hors commandes exceptionnelles de 11M€ signées sur le 1^{er} semestre 2024.

L'EBITDA s'établit ainsi à 18,6 M€ en baisse de -15,2% (soit une marge d'EBITDA de 21,5% contre 24,5% au premier semestre 2024). Le résultat opérationnel s'élève à 12,3 M€, soit une marge opérationnelle de 14,2% (17,2% au premier semestre 2024).

Le résultat financier à -1,5 M€ est en diminution de -0,1 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2024, en raison d'une augmentation des pertes de changes financières.

L'impôt sur les bénéfices à 2,7 M€ ressort en baisse de 0,8 M€ par rapport à la même période de l'exercice précédent.

En conséquence, le résultat net du 1^{er} semestre 2025 s'établit à 8,0 M€, soit une marge nette de 9,3% en baisse par rapport à celle du 1^{er} semestre 2024.

Conformément à l'organisation opérationnelle du Groupe par segment, les éléments financiers sont communiqués sur la base d'une information sectorielle par segment d'activité. Le segment Asset Management regroupe toutes les offres destinées à la gestion des fonds traditionnels et alternatifs du front au back office et le segment Lending & Leasing est constitué de l'ensemble des activités Crédits et Financements.

Il est rappelé que l'EBITDA, indicateur clé du Groupe, est déterminé en excluant du résultat opérationnel les principales lignes n'ayant pas de contrepartie en trésorerie « Dotations nettes aux amortissements », « Perte de valeur sur créances clients et sur actifs sur contrats » ainsi que les « Dotations nettes aux provisions sur engagement de retraite » incluses dans les charges de personnel.

ACTIVITE DU GROUPE DURANT LE SEMESTRE ET FAITS MARQUANTS

Environnement

Linedata Services est un éditeur de solutions et prestataires de services spécialisés dans deux grandes activités de l'industrie des services financiers : l'"Asset Management" (comprenant la gestion d'actifs, l'administration des fonds et les assurances) et les Crédits & Financements.

Asset Management

Au premier semestre 2025, Linedata a poursuivi sa stratégie de migration de sa base installée de clients sur la nouvelle plateforme intégrée d'applications d'Asset Management (AMP). Cette plateforme développée sur les 3 dernières années permet aux clients d'avoir accès à des outils de gestion dernière génération et offertes en SAAS.

Gestion d'actifs

Le secteur de la gestion d'actifs est en pleine mutation : transformation digitale, défis réglementaires, augmentation des taux et volatilité des actifs, pressions sur les coûts et besoins évolutifs de la clientèle internationale. L'agilité des gestionnaires d'actifs conjuguée à la réactivité des sociétés de gestion d'actifs et de leurs prestataires de services dans un environnement réglementaire contraignant a contribué à renforcer la place de Linedata sur le marché de la gestion d'actifs en 2025. En faisant de l'innovation technologique son allié, Linedata fournit ainsi à ses clients des services à forte valeur ajoutée.

Linedata a accompagné ses clients pour répondre à leurs défis tout au long du premier semestre 2025, avec notamment :

- La livraison des versions amplifiées de ses applicatifs de Compliance et de contrôle de la Net Asset Value des investissements (NAV) ;
- L'adoption croissante (plus de 90% de la base installée) d'applicatifs de la plateforme AMP par ses clients historiques. Les clients peuvent ainsi optimiser leur gestion d'actifs grâce notamment à l'intégration dans AMP de logiciels de gestion de portefeuille, de gestion des risques et de services d'exploitation de fonds combinés à des services innovants de gestion des données et d'IA/apprentissage machine ;
- L'adoption croissante de la plateforme de comptabilité de titres s'appuyant sur les fonctions d'automatisation avancées via Optima ;
- La continuité du déploiement de la solution Linedata Analytics sur sa base installée, qui intègre des modèles de machine learning avancés, permettant à nos clients de prévenir les pertes liées aux risques opérationnels et ainsi de prendre des décisions adaptées en temps réel, ainsi que l'extension du produit à de nouveaux cas d'usage ;
- Grâce à sa maîtrise de l'exploitation de modèle d'intelligence artificielle, Linedata a pu étendre son offre aux LLMs (Large Language Models) et à l'IA Générative afin d'étendre notamment ses capacités de traitement des données non structurées ;
- La mise en production de l'offre de gestion des données DMS auprès de la plupart des clients britanniques de notre suite logicielle de comptabilité de fonds a permis de confirmer la pertinence de l'offre et son adaptabilité.

Administrateurs de fonds

Dans un environnement compétitif croissant, les gestionnaires d'actifs ont accentué leurs investissements en faveur de la digitalisation afin de limiter leur prise de risque et d'augmenter leur productivité. En effet, les marchés incertains ont poussé les administrateurs de fonds à repenser leur modèle de fonctionnement en s'appuyant davantage sur les nouvelles technologies et en se recentrant sur le cœur de métier soulevant ainsi la question d'externaliser éventuellement certaines opérations. La digitalisation permet ainsi au gestionnaire de fonds d'être efficace dans ses investissements quotidiens. Dans un contexte compétitif, il est conforté dans ses prises de risques tout en s'appuyant sur une technologie moderne et optimisée.

Les solutions de Linedata accompagnent nos clients dans leur volonté d'améliorer leur modèle économique et de renforcer la rentabilité de leurs activités grâce notamment :

- Aux capacités d'automatisation proposés avec les modules Linedata qui permettent ainsi aux administrateurs de fonds de se concentrer sur leurs tâches à plus forte valeur ajoutée ;
- La fourniture d'un portail web Linedata Transfer Agent Portal : outil de navigation permettant aux investisseurs d'accéder à la visualisation en temps réel de leurs avoirs et de leur activité grâce à des tableaux de bord

graphiques, qui facilitent l'auto-administration des investisseurs comme la saisie des ordres et la mise à jour des profils ;

- Le déploiement et l'enrichissement de Linedata Optima : outil avancé de gestion qui aide les administrateurs à rationaliser et à automatiser leurs opérations d'administration de fonds. Linedata Optima leur permet ainsi de gérer les coûts, de limiter les risques et ainsi de gérer plus efficacement les fonds. S'appuyant sur des tableaux de bord intuitifs et interactifs, Optima permet à nos clients de gérer et de suivre tous les aspects de leurs opérations de manière numérique. Le nouveau module « Rules Engine » d'Optima a été développé en collaboration avec un grand client nord-américain et va désormais être adapté à d'autres produits Linedata et tiers ;
- Les versions de Linedata Icon et Linedata MShare ont été optimisées pour les navigateurs et le déploiement cloud dans le cadre d'une transformation technologique globale de l'entreprise ;
- L'enrichissement de notre offre de contrôle de NAV par un module de Cash monitoring permettant plus de certitude dans la gestion de liquidité.

Assurance

Linedata offre pour le marché français des solutions couvrant l'ensemble des besoins des assureurs, mutuelles et courtiers dans le domaine de l'assurance de personnes morales et physiques.

La plateforme technologique Linedata Master I permet à tous les acteurs de cette industrie de gérer tous les aspects de leur activité ainsi que tous les produits relatifs à l'assurance vie, à la prévoyance individuelle et à l'assurance emprunteur, incluant une couverture front-to-back globale. Tourné vers la digitalisation des canaux de distribution, Linedata Master I propose un portail web intégrant un moteur de tarification synchronisé avec la gestion back office, permettant ainsi une mise sur le marché instantanée de nouveaux produits sur tous les réseaux de distribution du client.

Crédits & financements

En 2025, deux grandes tendances se concrétisent, l'hyperpersonnalisation des offres et l'utilisation de l'IA générative dans les Back Offices afin d'améliorer la productivité. La maturité technologique progressant rapidement, l'utilisation d'agents va rapidement se généraliser afin de traiter automatiquement l'essentiel des demandes des clients finaux et ainsi permettre aux équipes d'après-vente et de back office de se concentrer sur les tâches à valeur ajoutée.

Les efforts R&D se poursuivent avec un focus sur l'IA générative et l'application à des situations concrètes au travers de l'IA Agentique. Un déploiement rapide à destination des clients est en cours, rendu possible par la plateforme technologique commune utilisé par nos produits et leur APIfication complète. Les clients ont ainsi la capacité d'évaluer et d'exploiter les dernières avancées dans un environnement complètement sécurisé. Au-delà des investissements autour de l'IA, nous poursuivons l'enrichissement métier des produits avec un ensemble de portail spécialisés permettant la mise en place rapide d'un modèle « full digital ».

Les capacités natives de personnalisation des offres, de modélisation des processus et nos innovations en matière d'Intelligence Artificielle mettent ainsi à la disposition de nos clients l'ensemble des outils nécessaires au déploiement de leur stratégie de croissance que ce soit pour le lancement rapide de nouvelles offres ou métiers, l'extension à de nouveaux marchés ou l'amélioration de la productivité de leurs équipes internes.



Réalisations du semestre

- **Asset Management**

Le chiffre d'affaires du 1er semestre 2025 du pôle Software ressort à 40,4 M€, en diminution de 8,6% en données publiées et de 9,9% à données comparables, en excluant notamment 0,6 M€ de revenu issu de l'acquisition de NRoad. En 2025, la majorité des projets de migration de la base installée sur la nouvelle plateforme AMP étant terminée, l'activité du pôle Software affiche une baisse ponctuelle, en attendant la signature de nouveaux modules.

Le chiffre d'affaires du pôle Services s'établit à 15,9 M€ en hausse de 3,8% en données publiées et de 4,8% en organique, portée par le succès des offres de co-sourcing.

L'EBITDA à 9,9 M€ est en baisse par rapport au premier semestre 2024 (14,5 M€). Le résultat opérationnel ressort en baisse à 4,6 M€, soit une marge de 8,2% (contre 16,4% au premier semestre 2024).

- **Lending & Leasing**

Le chiffre d'affaires du segment Lending & Leasing ressort stable au 1er semestre 2025 en données publiées. A périmètre et change constants, le revenu est en légère hausse de 0,8%.

L'EBITDA est en augmentation s'établit à 8,8 M€, soit une marge de 29,0%, supérieur à 2024. Le résultat opérationnel s'établit, quant à lui à 7,6 M€ soit une marge de 25,3% (contre 18,9% au premier semestre 2024).

Événements particuliers du semestre

Linedata a acquis au cours du 1^{er} trimestre 2025 la société NROAD, spécialiste reconnu aux Etats-Unis de l'extraction et de la gestion de données non structurées basé à Boston et à Pune en Inde.

Cette acquisition stratégique permet à Linedata de s'adjoindre de nouvelles capacités d'IA pour aider les institutions financières à transformer la gestion de leurs données non-structurées, complexes et particulièrement volatiles. Face à des volumes de données en constante croissance, cette acquisition portée par une vision commune de la technologie par les deux sociétés, va permettre aux clients d'optimiser leurs opérations, de maîtriser leurs coûts et d'accéder à des analyses approfondies toujours plus pertinentes.

Enfin, une reprise sur la dette d'Audaxys a été passée au 30 juin 2025 en autres produits opérationnels non courants.

PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE AU 30 JUIN 2025

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2025 sont établis selon les normes IFRS.

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 sont :

- amendement à la norme IAS 21 relatif aux effets des variations des cours des monnaies étrangères

L'application de ces textes n'a pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations adoptés par l'Union Européenne qui sont d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2025 et potentiellement applicables au groupe sont :

- amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 relatif au règlement de passifs par le biais de systèmes de paiement électronique

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations non encore adoptés par l'Union Européenne qui sont d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2025 et potentiellement applicables au groupe sont :

- amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 relatif aux contrats d'électricité renouvelable
- IFRS 18 : présentation et informations à fournir dans les états financiers
- IFRS 19 : informations à fournir par les filiales sans obligation d'information publique
- amendement à la norme IFRS1 : comptabilité de couverture par un nouvel adoptant
- amendements à la norme IFRS 7 : gain ou perte sur décomptabilisation et mise en œuvre de la norme IFRS 7
- amendement à la norme IFRS 9 : décomptabilisation des passifs locatifs, prix de transaction
- amendement à la norme IFRS 10 : détermination d'un « agent de fait »
- amendement à la norme IAS 7 : méthode du coût



Chiffre d'affaires

Le Groupe Linedata crédit a réalisé au 1er semestre 2025 un chiffre d'affaires de 86,6 M€ en retrait de 3,5% par rapport à la même période de l'exercice précédent. A périmètre et taux de change constants, la baisse s'établit à -3,7%.

La part récurrente du chiffre d'affaires du 1er semestre 2025 représente 79% du total, stable par rapport à la même période de 2024 pour un montant de 68 M€ en valeur absolue, soit une diminution de 2,8 M€.

Sur ce premier semestre, le chiffre d'affaires consolidé par segment d'activité s'analyse ainsi :

	S1 2024	S1 2025	Variation	Variation à périmètre et change constants
ASSET MANAGEMENT	59,5	56,3	-5,4%	-6,1%
LENDING & LEASING	30,2	30,3	+0,3%	+0,8%
Chiffre d'affaires	89,7	86,6	-3,5%	-3,7%

Marges et Résultats

L'EBITDA s'établit ainsi à 18,6 M€ en baisse de -15,2% (soit une marge d'EBITDA de 21,5% contre 24,5% au premier semestre 2024).

Le résultat opérationnel du Groupe (EBIT) s'élève à 12,3 M€, soit une marge opérationnelle de 14,2% (17,2% au premier semestre 2024).

L'EBITDA et le résultat opérationnel par segment d'activité s'établissent comme suit :

	EBITDA 6 mois				Résultat opérationnel 6 mois			
(en milliers d'euros)	2024	2025	% du CA 2024	% du CA 2025	2024	2025	% du CA 2024	% du CA 2025
Asset Management	14 478	9 889	24,3%	17,6%	9 761	4 612	16,4%	8,2%
Lending & Leasing	7 516	8 759	24,9%	29,0%	5 687	7 648	18,9%	25,3%
TOTAL	21 995	18 648	24,5%	21,5%	15 448	12 260	17,2%	14,2%

Le résultat financier à -1,5 M€ est en diminution de -0,1 M€ par rapport au 1er semestre 2024, en raison d'une augmentation des pertes de changes financières.

L'impôt sur les bénéfices à 2,7 M€ ressort en baisse de 0,8 M€ par rapport à la même période de l'exercice précédent.

En conséquence, le résultat net du 1er semestre 2025 s'établit à 8,0 M€, soit une marge nette de 9,3% en baisse par rapport à celle du 1er semestre 2024.

Le bénéfice net par action est de 1,66 € (2,13 € au premier semestre 2024).

Financement et structure financière

La structure financière au 30 juin 2025 est la suivante :

- Capitaux propres : 116,3 M€ (138,4 M€ au 31 décembre 2024),
- Endettement net (hors instruments financiers dérivés) : 65,1 M€ dont 15,1 M€ liés aux dettes de loyers entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 (63,1 M€ au 31 décembre 2024 dont 16,2 M€ liés aux dettes de loyers entrant dans le champ d'application d'IFRS 16).

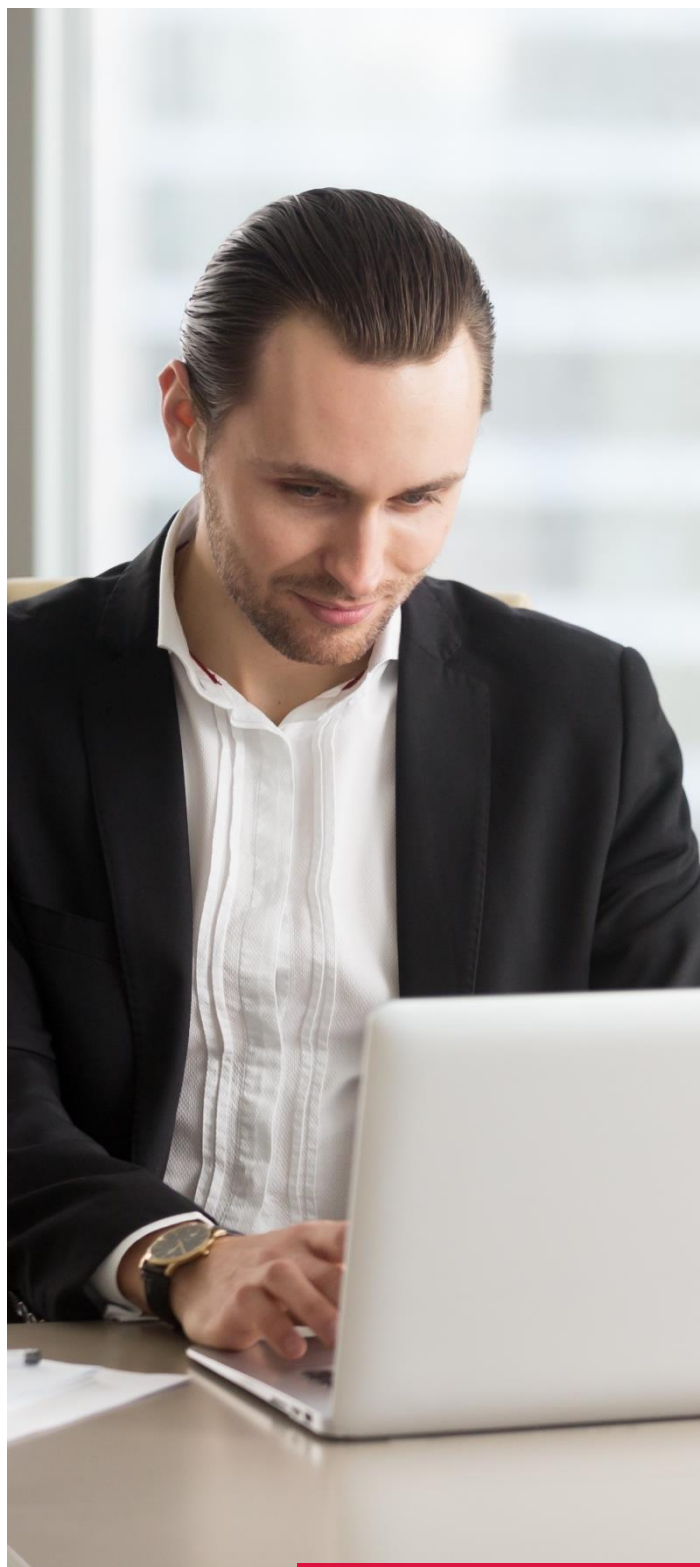
L'évolution des capitaux propres comprend essentiellement, outre le résultat de l'exercice, le versement, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, d'un dividende d'un montant net total de 8,7 M€ et de l'écart de conversion pour 13,7 M€.

L'augmentation de l'endettement net de 2 M€ par rapport au 31 décembre 2024 s'explique par :

- les remboursements au cours du semestre :
 - de l'emprunt syndiqué à hauteur de 5,8 M€ ;
 - des emprunts BPI à hauteur de 3,6 M€ ;
 - de l'emprunt BNP à hauteur de 1,2 M€.
- la diminution des dettes de loyer IFRS 16 à hauteur de 1 M€ (dont 0,5 M€ sur le crédit-bail immobilier)
- autre diminution de l'endettement, dû aux intérêts courus à hauteur de 0,3 M€.
- la baisse de la Trésorerie à hauteur de 13,9 M€.

Dans le cadre du contrat de crédit syndiqué signé en juin 2021, Linedata Services s'engage au titre des covenants au 30 juin 2025 à ce que le ratio de levier, soit le montant de la dette nette divisé par l'EBITDA consolidé, soit inférieur à 2,25. Ces agrégats s'entendent hors impact IFRS 16 tout en intégrant la dette de crédit-bail dans la dette nette.

Dans le cadre du crédit syndiqué, Linedata Services a souscrit un certain nombre d'engagements complémentaires avec les banques, tels que la non-souscription de dettes financières supplémentaires cumulées de plus de 60 M€ par rapport à celles existantes lors de la signature des emprunts, pendant toute la durée des contrats, ou la limitation du montant des investissements annuels du Groupe.



INFORMATIONS CONCERNANT LINEDATA SERVICES S.A.

Le compte de résultat social de Linedata Services SA pour le semestre, dont les principaux agrégats sont indiqués ci-après, a été établi selon les normes comptables françaises.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2025 s'élève à 11,9 M€ (contre 5,5 M€ au premier semestre 2024).

Le résultat d'exploitation constate une perte de -3,3 M€ (contre -3,7 M€ au premier semestre 2024).

Le résultat financier, comprenant en particulier des dividendes reçus de filiales pour 4,3 M€ et les intérêts d'emprunts pour 1,3 M€, est de 4,3 M€. Il s'élevait au premier semestre 2024 à 12,9 M€ et incluait notamment les dividendes reçus de filiales pour 15,4 M€ et les intérêts d'emprunts pour 1,9 M€.

Le résultat net ressort à 0,9 M€ (contre 10,6 M€ au premier semestre 2024).

Il est rappelé que l'Assemblée Générale des actionnaires a décidé en date du 11 juin 2025 la distribution, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, d'un dividende d'un montant brut de 1,75 € par action, soit un montant total théorique de 8.681.412 €. Le dividende a été mis en paiement en numéraire le 10 juillet 2025, donc après clôture des comptes au 30 juin, pour un montant total de 8.629.545 € (au cours de l'exercice 2024, le dividende mis en paiement le 10 juillet 2024 était d'un montant brut de 1,75 € par action soit un montant total de 8.679.555 €).

INFORMATIONS SUR LE CAPITAL ET L'ACTIONNARIAT

Capital social

Au 30 juin 2025, le capital social est de 4.960.807 € divisé en 4.960.807 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune, entièrement souscrites et libérées.

Le nombre correspondant de droits de vote à cette date est de 8.883.738 (dont 8.918.842 droits de vote exerçables en Assemblée Générale).

Structure de l'actionnariat et évolutions

La répartition du capital au 30 juin 2025 est la suivante :

	30/06/2025	
	% du capital	% des droits de vote théoriques
M. Anvaraly Jiva	10,27%	11,42%
Amanaat	64,68%	71,96%
Sous-total Anvaraly Jiva / Concert	74,95%	83,38%
Managers, salariés	2,92%	2,65%
Anciens salariés et divers assimilés	2,57%	2,88%
Public	18,43%	10,24%
Auto-détention	0,71%	0,39%
TOTAL	100%	100%

Il est rappelé que le concert d'actionnaires est constitué entre la société Amanaat et Monsieur Jiva et ses enfants. La part du capital détenue par les salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Groupe et du Fonds Commun de Placement d'Entreprise est de 1,50% du capital représentant 1,57% des droits de vote.

Conformément à l'article L. 233-13 du Code de Commerce, et sur la base des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit Code, les actionnaires suivants détiennent au 30 juin 2025 plus :

Seuils	Actionnaire
Des deux tiers du capital et des droits de vote	Concert d'actionnaires (Anvaraly Jiva et Amanaat)
Du tiers du capital et de la moitié des droits de vote	Amanaat SAS
Du dixième du capital et des droits de vote	Monsieur Anvaraly Jiva individuellement

Aucun autre actionnaire n'a informé la Société qu'il détenait une fraction du capital supérieure à l'un des autres seuils fixés par l'article L. 233-7 du Code de Commerce.

Opérations sur titres

La Société Linedata Services S.A. n'a pas eu connaissance au premier semestre 2025 de déclarations d'opérations sur titres effectuées en application de l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier.

Actions auto-détenues

Au 30 juin 2025, la Société détient 35 104 actions propres dont 2 066 actions acquises dans le cadre du contrat assurant la liquidité de son action avec un prestataire de service d'investissement.

Les rachats effectués au cours du semestre l'ont été :

- d'une part, au titre de l'objectif n°1 du programme de rachat d'actions en vigueur, à savoir assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Linedata Services par un prestataire de service d'investissement (Société de Bourse Gilbert Dupont), au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers. Au titre de cet objectif, il a été acquis 4 886 actions à un prix moyen de 76,49 € et vendu 3 926 actions à un prix moyen de 75,97 € ;
- d'autre part, d'autre part, au titre de l'objectif n°2 du programme de rachat d'actions en vigueur, à savoir permettre d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions à des salariés, anciens salariés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée; au titre de cet objectif, il a été acquis 115 766 actions à un prix moyen de 74,43 €.

Evolution du cours de l'action Linedata Services et des volumes échangés (de septembre 2023 à septembre 2025)



Sources : Euronext.com

Sur le premier semestre 2025, le cours le plus haut a été de 87,8 €, et le cours le plus bas de 67,20 €.

EVENEMENTS POST-CLOTURE

Principaux risques et incertitudes pour la fin de l'exercice

Le Groupe n'a pas identifié de risques complémentaires à ceux indiqués dans le document d'enregistrement universel 2024 (consultable sur le site internet de la Société www.linedata.com et sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers www.amf-france.org).

Cyberattaque

Linedata a informé le marché en date du 14 août 2025 que le groupe avait été victime d'une cyberattaque, ayant pris la forme d'un cryptage malveillant de données hébergées sur un domaine de la business line Asset Management.

Accompagné par une société spécialisée en cybersécurité, le groupe a immédiatement mis en œuvre, avec le soutien de ses clients, un plan permettant de restaurer leurs systèmes et de pouvoir reprendre leurs opérations le plus rapidement possible et en toute sécurité.

Au plan financier, cet incident a généré certains frais supplémentaires et engendré des pertes d'exploitation, dont une partie de l'impact est couverte par une police d'assurance dédiée.

Le groupe n'est pour l'instant pas en capacité de pouvoir évaluer de façon fiable l'impact financier de cette attaque.

Le 3 septembre 2025

Le Conseil d'Administration